

## **Sénat et Chambre des représentants de Belgique**

**SESSION DE 2003-2004**

16 JUILLET 2004

**Rapport général d'activités 2003 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité(1)**

### **RAPPORT**

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION CHARGÉE  
DU SUIVI DU COMITÉ PERMANENT  
DE CONTRÔLE DES SERVICES DE  
RENSEIGNEMENTS ET DE SÉCURITÉ  
(SÉNAT)  
ET DE LA COMMISSION SPÉCIALE  
CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT  
PARLEMENTAIRE DU COMITÉ  
PERMANENT DE CONTRÔLE  
DES SERVICES DE POLICE (CHAMBRE)  
PAR MM. H. VANDENBERGHE  
ET de DONNEA

Composition des commissions:

**A. Sénat:**

Membres: MM. De Decker, président; Cornil, Coveliers, Vandenhove et H. Vandenberghe, rapporteur.

**B. Chambre des représentants:**

Membres: MM. De Croo, président; De Man, Marinower, Massin, Peeters, Mme Taelman, MM. Van Parijs et de Donnea, rapporteur.

Membre sans voix délibérative: M. Arens.

(1) La version électronique du rapport général d'activités 2003 peut être consultée sur «[http://www.comiteri.be/rapports/rapport2003\\_fr.pdf](http://www.comiteri.be/rapports/rapport2003_fr.pdf)».

## **Belgische Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers**

**ZITTING 2003-2004**

16 JULI 2004

**Algemeen activiteitenverslag 2003 van het  
Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en  
veiligheidsdiensten(1)**

### **VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE BELAST  
MET DE BEGELEIDING VAN HET  
VAST COMITÉ VAN TOEZICHT  
OP DE INLICHTINGEN- EN  
VEILIGHEIDSDIENSTEN (SENAAT) EN  
DE BIJZONDERE COMMISSIE BELAST MET  
DE PARLEMENTAIRE BEGELEIDING  
VAN HET VAST COMITÉ VAN TOEZICHT  
OP DE POLITIEDIENSTEN (KAMER)  
UITGEBRACHT DOOR  
DE HEREN H. VANDENBERGHE  
EN DE DONNEA

Samenstelling van de commissies:

**A. Senaat:**

Leden: de heren De Decker, voorzitter; Cornil, Coveliers, Vandenhove en H. Vandenberghe, rapporteur.

**B. Kamer van volksvertegenwoordigers:**

Leden: de heren De Croo, voorzitter; De Man, Marinower, Massin, Peeters, mevrouw Taelman, de heren Van Parijs et de Donnea, rapporteur.

Niet stemgerechtigd lid: de heer Arens.

(1) De elektronische versie van het algemeen activiteitenverslag 2003 kan worden geraadpleegd op «[http://www.comiteri.be/rapports/rapport2003\\_nl.pdf](http://www.comiteri.be/rapports/rapport2003_nl.pdf)».

## SOMMAIRE

	Pages
I. Exposé introductif par M. Delepière, président du Comité R . . . . .	3
1. Clarification des missions et des méthodes des services de renseignements . . . . .	3
2. La communication et la coordination du renseignement . . . . .	4
3. Vérifications de sécurité . . . . .	5
4. Le renseignement privé . . . . .	5
5. Les enquêtes KPNQWest et Collier . . . . .	6
6. La troisième phase de l'audit de la Sûreté de l'État . . . . .	6
7. La fraude aux visas . . . . .	6
8. La disparition inquiétante d'une personne/vol d'armes . . . . .	6
9. La collaboration entre les services de renseignements belges et les services étrangers . . . . .	7
II. Discussion générale . . . . .	7
III. Discussion des différents chapitres du rapport annuel . . . . .	19
A. Titre I <sup>er</sup> . Introduction . . . . .	19
1. Questions et remarques des membres sur les divergences de vues entre les services de renseignements au sujet du terrorisme . . . . .	19
2. Réponses du Comité permanent R . . . . .	20
3. Conclusions . . . . .	22
B. Enquêtes de contrôle à la requête du Parlement ou des ministres . . . . .	24
1. Questions et remarques des membres . . . . .	24
2. Réponses du Comité permanent R et de la représentante de la ministre de la Justice . . . . .	25
3. Répliques . . . . .	26
C. Enquêtes à l'initiative du Comité R . . . . .	27
D. Plaintes et dénonciations de particuliers . . . . .	34
E. Avis demandé par la ministre de la Justice concernant le cadre juridique dans lequel la Sûreté de l'État et le SGRS peuvent procéder à des vérifications de sécurité sur des personnes et transmettre des avis et informations à caractère personnel aux autorités . . . . .	35
IV. Recommandations . . . . .	36
1. La définition d'une politique du renseignement . . . . .	36
2. La collecte d'information . . . . .	37
3. Le traitement et l'utilisation internes de l'information . . . . .	37
4. Communication externe et coordination . . . . .	38
5. Application de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité — Informations communiquées par les services de renseignement à des autorités autres que les ministres de tutelle . . . . .	38
6. Vérifications de sécurité . . . . .	39
7. Les informateurs . . . . .	39
8. Collaboration des services de renseignement à des enquêtes judiciaires . . . . .	39
9. Fraude aux visas . . . . .	40
10. Les délais prévus pour les enquêtes de sécurité concernant des étrangers, dans les dossiers de naturalisation . . . . .	41

## INHOUD

	Blz.
I. Inleidende uiteenzetting van de heer Delepière, voorzitter van het Comité I. . . . .	3
1. Verduidelijking van de opdrachten en methoden van de inlichtingendiensten . . . . .	3
2. Communicatie en coördinatie van de inlichtingen . . . . .	4
3. Veiligheidscontroles . . . . .	5
4. Privé-inlichtingen . . . . .	5
5. De onderzoeken over KPNQWest en Collier . . . . .	6
6. De derde fase van de audit van de Veiligheid van de Staat . . . . .	6
7. Visafraude . . . . .	6
8. Onrustwekkende verdwijning van een persoon/wapendiefstal . . . . .	6
9. De samenwerking tussen de Belgische inlichtingendiensten en de buitenlandse diensten . . . . .	7
II. Algemene besprekking . . . . .	7
III. Besprekking van de verschillende hoofdstukken van het jaarverslag . . . . .	19
A. Titel I. Inleiding . . . . .	19
1. Vragen en opmerkingen van de leden over het verschil in visie inzake terrorisme van de inlichtingendiensten . . . . .	19
2. Antwoorden van het Vast Comité I . . . . .	20
3. Besluiten . . . . .	22
B. Toezichtsonderzoeken op verzoek van het Parlement of van ministers . . . . .	24
1. Vragen en opmerkingen van de leden . . . . .	24
2. Antwoorden van het Vast Comité I en van de vertegenwoordigster van de minister van Justitie . . . . .	25
3. Replieken . . . . .	26
C. Enquêtes op initiatief van het Comité I . . . . .	27
D. Klachten en aangiften van en door particulieren . . . . .	34
E. Advies gevraagd door de minister van Justitie betreffende het juridische kader binnen hetwelk de Veiligheid van de Staat en de ADIV mogen overgaan tot veiligheidsverificaties op personen en adviezen in inlichtingen inzake persoonsgevens mogen overmaken aan overheden . . . . .	35
IV. Aanbevelingen . . . . .	36
1. Het definiëren van een inlichtingenbeleid . . . . .	36
2. De informatiegaring . . . . .	37
3. Interne verwerking en gebruik van de informatie . . . . .	37
4. Externe communicatie en coördinatie . . . . .	38
5. De toepassing van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen-en veiligheidsdienst — Informatie meegedeeld door de inlichtingendiensten aan andere overheden dan de voogdijministers . . . . .	38
6. De veiligheidsverificaties . . . . .	39
7. Informanten . . . . .	39
8. De medewerking van de inlichtingendiensten aan gerechtelijke onderzoeken . . . . .	39
9. Visafraude . . . . .	40
10. Termijnen voor het veiligheidsonderzoek inzake vreemdelingen in naturalisatieliedossiers . . . . .	41

## **I. EXPOSÉINTRODUCTIFPARM.DELEPIÈRE, PRÉSIDENT DU COMITÉ R**

Dans l'introduction de son rapport annuel, le Comité R a surtout mis l'accent sur les thèmes qui devraient être traités avec une certaine priorité, compte tenu des menaces que font courir à notre société démocratique des activités aussi bien extrémistes et terroristes que criminelles et organisées.

C'est la raison pour laquelle le Comité R tient à rappeler un certain nombre de lignes de force concernant ces thèmes.

### **1. Clarification des missions et des méthodes des services de renseignement**

Une première constatation du Comité R est qu'il y a une difficulté pour les services de renseignement à se situer dans toutes ces matières puisqu'elles ne relèvent pas des domaines d'activités traditionnelles de nos services. En effet, les services de renseignement ont pour mission d'évaluer des menaces, ce qui est tout autre chose que d'établir des preuves judiciaires.

Cela pose aussi une difficulté pour le Comité R même, étant donné qu'il doit, pour contrôler l'efficacité des services, cerner comment ceux-ci évaluent des menaces, c'est-à-dire des faits qui ne sont généralement pas prouvés.

Le Comité R comprend donc très bien les difficultés des services de renseignement en cette matière ainsi que la difficulté qu'ils ont parfois par rapport à d'autres services (services de police, services judiciaires). Bien que tous ces services soient confrontés aux mêmes menaces et utilisent des méthodes parfois très similaires, ils ont toutefois des finalités différentes.

Le Comité R a déjà attiré l'attention sur la légalité de ces méthodes. La loi organique des services de renseignement dit très peu sur les méthodes qu'ils peuvent utiliser pour accomplir leurs missions. La loi mentionne, par exemple, les sources humaines mais cela n'englobe pas nécessairement l'utilisation d'informateurs. La loi ne contient donc pas de procédures ou de références aussi claires que celles qui existent pour les services de police.

Le fait que les services de renseignement ne puissent pas appliquer des techniques spéciales constitue une difficulté, non seulement dans le cadre de leurs activités traditionnelles, mais aussi de plus en plus pour l'assistance qu'ils apportent dans des dossiers judiciaires.

L'absence de fondement légal pour l'application de techniques spéciales, comme les écoutes téléphoniques, les filatures, les surveillances, les observations et le recours aux informateurs, pose donc problème et le

## **I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE HEER DELEPIÈRE, VOORZITTER VAN HET COMITÉ I**

In de inleiding van zijn jaarverslag heeft het Comité I vooral thema's belicht die met enige voorrang moeten worden behandeld, gelet op de bedreiging voor onze democratische samenleving door extremistische en terroristische activiteiten als door de georganiseerde misdaad.

Om die reden herhaalt het Comité I in verband met die thema's bepaalde krachtlijnen.

### **1. Verduidelijking van de opdrachten en methoden van de inlichtingendiensten**

Een eerste vaststelling van het Comité I is dat de inlichtingendiensten een probleem hebben om hun rol in al die materies te bepalen, omdat ze niet tot de traditionele activiteiten van onze diensten behoren. De inlichtingendiensten hebben immers als opdracht dreigingen te evalueren wat heel wat anders is dan het leveren van gerechtelijke bewijzen.

Dat veroorzaakt ook een probleem voor het Comité I dat, om de efficiëntie van de diensten te controleren, moet nagaan hoe deze dreigingen, dat wil zeggen feiten die meestal niet bewezen zijn, in te schatten.

Het Comité I heeft dus veel begrip voor de problemen van de inlichtingendiensten op dit gebied alsook voor het probleem dat ze soms hebben ten opzichte van andere diensten (politiediensten, gerechtelijke diensten). Hoewel al die diensten geconfronteerd worden met dezelfde dreigingen en soms erg soortgelijke methodes gebruiken, hebben ze andere doelstellingen.

Het Comité I heeft reeds de aandacht gevestigd op de wettigheid van die methodes. De organieke wet van de inlichtingendiensten zegt heel weinig over de methodes die deze mogen gebruiken om hun wettige opdrachten te vervullen. De wet vermeldt bijvoorbeeld de menselijke informatiebronnen, maar dat betekent niet noodzakelijk het gebruik van informant. De wet bevat dus geen procedures of verwijzingen die even duidelijk zijn als voor de politiediensten.

Het feit dat de inlichtingendiensten geen bijzondere technieken mogen toepassen, is een probleem, niet alleen in het raam van hun traditionele activiteiten, maar ook steeds vaker voor de bijstand die ze leveren in gerechtelijke dossiers.

Het ontbreken van een wettelijke grondslag voor het gebruik van bijzondere technieken zoals telefoon-tap, schaduw- en bewakingsopdrachten, observatie en het gebruik van informant veroorzaakt dus

rapport annuel cite quelques exemples qui démontrent que, dans la pratique, cela peut mener à des incidents, voire à des condamnations comme cela a été le cas de certains membres de la Sûreté de l'État.

Pour le Comité R, il est très délicat de soulever ce problème, car il ne veut pas non plus que les services de renseignement soient dans l'impossibilité de travailler. Il estime dès lors qu'il faut les mettre au même niveau que les services de police en ce qui concerne la légalité des méthodes utilisées dans leur domaine de compétence.

Le Comité R constate aussi que la Sûreté de l'État a tendance à se diriger davantage aujourd'hui vers le judiciaire — les services de renseignement sont d'ailleurs sollicités de plus en plus souvent par le judiciaire pour leur expertise. Toutefois, cela peut comporter certains dangers : on perd parfois de vue la mission essentielle, qui consiste à faire des analyses stratégiques de menaces qui ne constituent pas encore des dossiers judiciaires. Ce problème met en évidence la spécificité des services de renseignement par rapport aux services de police et peut être une piste de réflexion pour recentrer l'action et la collaboration des uns et des autres sur des activités telles que la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et la criminalité organisée.

À la décharge des services de renseignement, il faut reconnaître qu'ils viennent d'une période où les cibles étaient bien connues — l'époque de la Guerre froide — alors qu'actuellement les menaces sont multiformes et mondiales. Les services de renseignement attendent dès lors des autorités politiques une clarification de leurs missions. Collaborer à des enquêtes judiciaires est, d'autre part, une mission plus concrète que celle de l'interprétation et de l'analyse d'informations.

## **2. La communication et la coordination du renseignement**

La communication et la coordination du renseignement sont certainement à évaluer à tout moment et des efforts d'amélioration sont nécessaires. Ces efforts doivent porter à différents niveaux : d'une part, il y a des protocoles d'accord entre les services et d'autre part, il y a la coopération entre les agents sur le terrain.

M. Delepière souligne à cet égard que la coopération opérationnelle entre les agents des différents services pose le moins de problèmes mais la collaboration à ce niveau n'est certainement pas suffisante.

Le Comité R a constaté dans le cadre de l'audit, dont le rapport sur la troisième phase se trouve dans le rapport annuel, qu'au niveau de la Sûreté de l'État, il y avait toujours un trop grand compartimentage et des difficultés au niveau de la communication interne.

problemen en het jaarverslag geeft enkele voorbeelden die aantonen dat dit in de praktijk tot incidenten kan leiden, of zelfs tot veroordelingen, zoals het geval was met leden van de Veiligheid van de Staat.

Voor het Comité I is het heel delicaat dit probleem op te werpen, omdat het ook niet wil dat het werk van de inlichtingendiensten onmogelijk wordt. Het meent daarom dat die diensten inzake de wettelijkheid van de methodes die in hun bevoegdheidsgebied worden gebruikt, op hetzelfde niveau moeten worden geplaatst als de politiediensten.

Het Comité I stelt ook vast dat Staatsveiligheid de neiging heeft zich vandaag meer op de gerechtelijke wereld te richten — overigens doen gerechtelijke kringen steeds vaker een beroep op de deskundigheid van de inlichtingendiensten. Dat is echter niet zonder gevaar: soms verliest men de essentiële opdracht uit het oog, namelijk het strategisch analyseren van dreigingen die nog geen gerechtelijke dossiers zijn. Dit probleem illustreert het specifieke karakter van de inlichtingendiensten in vergelijking met de politiediensten. Het kan een aanzet zijn om de actie en de samenwerking van de betrokken diensten opnieuw af te stemmen op activiteiten zoals de bestrijding van terrorisme, extremisme en georganiseerde misdaad.

Ter verdediging van de inlichtingendiensten moet worden erkend dat ze uit een periode komen met duidelijke objectieven — de tijd van de Koude Oorlog — terwijl de dreiging nu veelvormig en mondial is. De inlichtingendiensten verwachten dan ook van de politieke overheid dat ze hun opdrachten verduidelijkt. Aan gerechtelijke onderzoeken meewerken is dan weer een concretere taak dan het interpreteren en analyseren van informatie.

## **2. Communicatie en coördinatie van de inlichtingen**

De communicatie en coördinatie van de inlichtingen moeten steeds worden geëvalueerd en er moeten inspanningen worden geleverd om deze te verbeteren. Die inspanningen moeten op verschillende niveaus worden geleverd: enerzijds zijn er protocolakkoorden tussen de diensten en anderzijds is er de samenwerking tussen de personeelsleden op het terrein.

De heer Delepière onderstreept in dit verband dat de operationele samenwerking tussen de personeelsleden van de verschillende diensten de minste problemen oplevert, maar dat samenwerking op dat niveau geenszins volstaat.

Naar aanleiding van de audit waarvan het verslag over de derde fase in dit jaarverslag is opgenomen, heeft het Comité I vastgesteld dat er binnen de Veiligheid van de Staat altijd een te grote compartimentering is geweest en problemen op het niveau van

L'administrateur général actuel de la Sûreté de l'État a entrepris des efforts pour pallier ces manquements. Ce travail prendra toutefois un certain temps.

Il ne faut pas seulement arriver à une meilleure coordination au sein des services mais aussi entre les services ainsi qu'à une meilleure communication avec les autorités. Ce travail de coordination doit également s'étendre à tous les services existants (GIA, centre de crise, ...).

Le Comité R se demande toutefois s'il ne faut pas une centralisation à un haut niveau de l'État de toutes ces informations puisque l'analyse et l'utilisation de ces informations peuvent être très sensibles et sont étroitement liées à la direction politique de l'État.

### **3. Vérifications de sécurité**

En ce qui concerne la défense des droits individuels des personnes, le Comité R essaie de ne jamais perdre de vue cet aspect primordial de sa mission légale, même s'il examine des dossiers qui sont liés à l'efficacité et à la coordination des services de renseignement. Ces deux éléments doivent rester en équilibre.

Ce souci du Comité R se concrétise dans un avis sur la possibilité, pour les services de renseignement, d'apporter leur collaboration dans des prises de décision individuelles (naturalisations, vérifications de sécurité, ...). Le grand problème est que les personnes concernées par ces avis en subissent parfois des conséquences graves (perte éventuelle d'emploi, refus de la nationalité, ...) sans connaître les raisons d'une décision prise vis-à-vis d'eux et sans aucune procédure permettant un recours, une information ou une contradiction. Le Comité R a donc établi un inventaire de tous les cas qu'il a pu identifier et a essayé d'en tirer des règles et des recommandations pour arriver à une réglementation de l'ensemble de ce problème.

### **4. Le renseignement privé**

Le premier rapport d'enquête du Comité R concerne les activités du secteur du renseignement privé. Il s'agit d'une nouvelle mouture du document déjà transmis. Le Comité R a, en effet, réuni deux textes différents : d'une part, le rapport d'enquête sur la protection du potentiel économique et scientifique et, d'autre part, le rapport d'enquête sur le renseignement privé et le renseignement public.

Ce rapport souligne l'importance du secteur du renseignement privé. Cette activité a des conséquences pour les services de renseignement publics et le grand intérêt du secteur privé pour cette activité illus-

interne communicatie. De huidige administrateur-generaal van de Staatsveiligheid doet inspanningen om die tekortkomingen te verhelpen. Dat werk zal echter enige tijd vergen.

Men moet niet alleen tot een betere coördinatie binnen de diensten komen, maar ook tussen de diensten, alsook tot een betere communicatie met de autoriteiten. Die coördinatie moet zich ook verspreiden over alle bestaande diensten (AGG, crisiscentrum, ...).

Het Comité I vraagt zich echter af of al die gegevens niet op een hoog niveau van de Staat moet worden gecentraliseerd, aangezien de analyse en het gebruik van die informatie heel gevoelig kunnen liggen en nauw verband houden met de politieke leiding van de Staat.

### **3. Veiligheidscontroles**

Wat de verdediging betreft van de individuele rechten van personen, probeert het Comité I nooit dat primordiale aspect van zijn wettelijke opdracht uit het oog te verliezen, zelfs wanneer het dossiers onderzoekt die met de efficiëntie en de coördinatie van de inlichtingendiensten te maken hebben. Beide elementen moeten in evenwicht blijven.

Die zorg van het Comité I krijgt concreet vorm in een advies over de mogelijkheid voor de inlichtingendiensten om mee te werken aan het nemen van individuele beslissingen (naturalisaties, veiligheidscontroles, ...). Het grote probleem is dat de personen voor wie die adviezen gelden, daar soms zware gevolgen van moeten dragen (ze kunnen hun baan verliezen, de nationaliteit wordt hun geweigerd, ...) zonder dat ze de redenen kennen van een beslissing die over hen wordt genomen en zonder procedure die beroep, onderzoek of tegenspraak mogelijk maakt. Het Comité I heeft dus een inventaris gemaakt van alle gevallen die het heeft kunnen identificeren en heeft gepoogd er regels en aanbevelingen uit te puren om tot een algemene reglementering van dat probleem te komen.

### **4. Privé-inlichtingen**

Het eerste onderzoeksverslag van het Comité I gaat over de activiteiten van de sector van de privé-inlichtingen. Het betreft een nieuw versie van reeds overgezonden documenten. Het Comité I heeft immers twee verschillende teksten samengevoegd : enerzijds, het onderzoeksverslag over de bescherming van het economisch en wetenschappelijk potentieel en, anderzijds, het onderzoeksverslag over de privé-inlichtingen en de overheidsinlichtingen.

Dat verslag onderstreept hoe belangrijk de sector van de privé-inlichtingen is. Die activiteit heeft gevolgen voor de inlichtingendiensten van de overheid en de grote belangstelling van de privé-sector voor die

tre bien son importance. Il serait donc erroné de considérer ce domaine comme accessoire.

Le renseignement privé, de par son caractère discret, présente un manque de transparence, avec toutes les implications que cela peut avoir sur la protection des personnes (agents et citoyens) et de la société.

## 5. Les enquêtes KPNQWest et Collier

Le rapport annuel renvoie également au dossier KPNQwest ainsi que, brièvement, à la plainte de Mme Collier. Dans ce dernier dossier, le Comité R a reçu de nombreux courriers de l'avocat de Mme Collier afin qu'il précise sa position dans ce dossier. Le Comité R lui a dès lors adressé les conclusions auxquelles il était arrivé dans ce dossier (point 7 du rapport). Si les commissions du suivi marquent leur accord, le Comité R transmettra la version publique du rapport d'enquête à l'intéressée.

## 6. La troisième phase de l'audit de la Sûreté de l'État

Avec le concours de l'administrateur général de la Sûreté de l'État et en concertation avec le cabinet de la ministre de la Justice, le Comité R tente de suivre les changements qui correspondent aux points mis en exergue dans ce rapport.

La Sûreté de l'État a récemment présenté son audit interne et les documents transmis seront examinés par le Comité R dans les meilleurs délais.

## 7. La fraude aux visas

Dans ce dossier, le Comité R a estimé qu'une comparaison avec l'expérience de ses collègues des pays voisins (les Pays-Bas en particulier) pouvait être utile, et ce, en ce qui concerne le contrôle des passeports, des falsifications éventuelles, etc.

La Belgique dispose actuellement d'un passeport très moderne, ce qui n'empêche pas qu'il faudrait renforcer les actions du service du renseignement civil dans ce domaine, et ce, tant à l'intérieur du territoire qu'à l'extérieur.

## 8. La disparition inquiétante d'une personne/vol d'armes

Ces rapports posent comme conclusion que, s'il y a des améliorations visibles au niveau de la sûreté de l'État en ce qui concerne la coordination et l'échange

activiteit wijst erop hoe belangrijk ze is. Het zou dus een vergissing zijn die activiteit als bijkomstig te beoordelen.

Door hun discreet karakter zijn de privé-inlichtingendiensten weinig doorzichtig, met alle gevolgen vandien voor de bescherming van de personen (personeel en burgers) en van de samenleving.

## 5. De onderzoeken over KPNQWest en Collier

Het jaarverslag verwijst ook naar het dossier KPNQWest en ook bondig naar de klacht van mevrouw Collier. In dat laatste dossier heeft het Comité I heel wat brieven ontvangen van de advocaat van mevrouw Collier teneinde het standpunt van het Comité I te vernemen. Het Comité I heeft hem dan ook de conclusies overgezonden waartoe het in dat dossier gekomen was (punt 7 van het verslag). Indien de begeleidingscommissies daarmee instemmen, zal het Comité I de openbare versie van het onderzoeksverslag aan belanghebbende overzenden.

## 6. Dederdefase van de audit van de Veiligheid van de Staat

Met medewerking van de administrateur-generaal aan de Veiligheid van de Staat en in overleg met het kabinet van de minister van Justitie, probeert het Comité I de veranderingen te volgen die overeenstemmen met de punten die in dat verslag worden beklemtoond.

Onlangs heeft Staatsveiligheid zijn interne audit voorgesteld en de overgezonden documenten zullen zo snel mogelijk door het Comité I worden onderzocht.

## 7. Visafraude

Het Comité I meende dat in dit dossier een vergelijking met de collega's uit de buurlanden (vooral Nederland) nuttig kon zijn en dan vooral wat betreft de paspoortcontrole, eventuele vervalsingen enz.

België beschikt momenteel over een heel modern paspoort, wat niet belet dat de acties van de burgerlijke inlichtingendienst op dit vlak moeten worden uitgebreid, zowel binnen als buiten het grondgebied.

## 8. Onrustwekkende verdwijning van een persoon/wapendiefstal

In deze verslagen komt men tot de conclusie dat er weliswaar een duidelijke verbetering is inzake de veiligheid van de Staat wat de coördinatie en de uitwisse-

de l'information entre les différents services, il y a également des cloisonnements d'informations dans des domaines liés à la sécurité (défense nationale entre autres).

La principale conclusion de ces enquêtes est qu'il faut que les canaux de communication dans ces matières évoluent davantage.

## **9. La collaboration entre les services de renseignement belges et les services étrangers**

Ce rapport ne contient que des conclusions provisoires mais il est incontestable que ce sujet est très difficile à aborder. On peut comprendre aisément que ce soit un domaine d'informations qui a ses propres règles (règle du donnant-donnant et règle du tiers service) et ses propres canaux.

Le Comité R a déjà signalé dans le passé qu'il serait utile d'assouplir ces règles strictes parce qu'elles empêchent parfois une bonne communication de l'information au niveau national. Ainsi, la Sûreté de l'État a visiblement eu des difficultés pour parvenir à fournir un simple tableau chiffré de l'échange de ces informations.

En outre, l'élément d'extranéité empêche le Comité R d'exercer ses compétences de contrôle. Ce dossier constitue un véritable problème au niveau de la coopération et au niveau de la perception que les autorités ont de la façon dont les choses se déroulent en pratique.

## **II. DISCUSSION GÉNÉRALE**

Un membre trouve le rapport annuel très instructif. Il contient une série de constatations montrant à quel point il est urgent que des initiatives soient prises, tant par le gouvernement que par les autorités judiciaires.

L'intervenant constate que certains éléments reviennent chaque année :

— la protection du potentiel scientifique et économique; à ce propos, le Comité R répète pour la sixième fois qu'il n'existe toujours aucune directive;

— la coordination entre les services de police et les services de renseignement, dont le rapport dit prudemment qu'elle manque de cohérence.

L'introduction du rapport annuel trace un fil conducteur entre les divers rapports et indique subtilement mais sans ménagement les domaines où le bâton blesse.

L'intervenant voudrait par conséquent savoir quelles mesures concrètes on entend prendre pour résoudre les problèmes répertoriés. S'agissant de la collaboration parfois laborieuse entre les services de rensei-

ling van informatie tussen de verschillende diensten betreft, maar dat informatie over kwesties die verband houden met de veiligheid, soms toch afgeschermd blijft (landsverdediging bijvoorbeeld).

De voornaamste conclusie hieruit is dat de communicatiekanalen in deze aangelegenheden nog meer moeten evolueren.

## **9. De samenwerking tussen de Belgische inlichtingendiensten en de buitenlandse diensten**

Dit verslag bevat enkel voorlopige conclusies maar het is nu al duidelijk dat dit een moeilijk onderwerp is. Het valt licht te begrijpen dat het vergaren van informatie op dit vlak volgens specifieke regels (regel van *quid pro quo* en de regel van de derde dienst) en via specifieke kanalen verloopt.

Het Comité I heeft er al op gewezen dat die strenge regels versoepeld moeten worden aangezien ze een efficiënte uitwisseling van informatie op nationaal niveau in de weg kunnen staan. Zo was het voor de Veiligheid van de Staat duidelijk moeilijk om een tabel met cijfers over de uitwisseling van informatie op te stellen.

Daarenboven belet het buitenlandse element het Comité I om zijn controlebevoegdheid uit te oefenen. Dit dossier vormt een echt probleem op het vlak van de samenwerking en van de opvatting die de autoriteiten hebben over de manier waarop de zaken in werkelijkheid gebeuren.

## **II. ALGEMENE BESPREKING**

Een lid vindt vindt het jaarverslag zeer leerrijk. Het bevat een aantal vaststellingen die dringende initiatieven vergen zowel van de regering als van de gerechte-lijke autoriteiten.

Bepaalde elementen, zo stelt spreker vast, komen jaarlijks terug :

— de bescherming van het wetenschappelijk en economisch potentieel waar het Comité I voor de zesde keer herhaalt dat er nog steeds geen richtlijnen bestaan;

— de coördinatie tussen de politiediensten en de inlichtingendiensten waarvan het verslag voorzichtig stelt dat er geen aansturing bestaat.

De inleiding van het jaarverslag schetst de rode draad tussen de verschillende rapporten en legt op een subtile doch scherpe manier de vinger op de wonde.

Spreker wenst bijgevolg te weten hoe de opgesomde problemen zullen opgelost worden. Over de soms moeizame samenwerking tussen de inlichtingen- en de politiediensten heeft hij vernomen dat de

gnement et de police, il a appris que l'administrateur général de la Sûreté de l'État a émis récemment un communiqué de presse pour assurer que tout allait bien. La ministre de la Justice a abondé dans le même sens voici quelques jours à la Chambre. Ces propos semblent toutefois contredire les constatations du rapport annuel du Comité R.

De toute évidence, les autorités compétentes négligent purement et simplement les rapports annuels qui dénoncent, depuis des années déjà, la « guerre » que se livrent les services.

Dans ces circonstances, quel est encore le sens d'un contrôle parlementaire par les commissions de suivi ? En réalité, ce contrôle ne mène à rien. À quoi bon faire des analyses et formuler des recommandations si elles ne produisent aucun résultat ?

Un autre membre suggère de rédiger des recommandations et de les adresser au gouvernement. La position qui consiste à dire que le gouvernement n'en tiendra de toute façon pas compte est, selon lui, trop simpliste.

L'intervenant précédent estime que le Parlement doit prouver qu'il ose exercer un certain pouvoir sur le gouvernement en contraignant celui-ci à tenir compte des recommandations, à défaut de quoi on pourrait tout aussi bien supprimer le contrôle parlementaire.

Le deuxième intervenant estime qu'il ne faut pas minimiser les travaux de la commission du suivi. Le gouvernement a déjà tenu compte des recommandations antérieures qui lui étaient adressées.

Le Comité R et la commission sénatoriale du suivi se sont réunis à plusieurs reprises sur différents sujets. Une réunion se tiendra d'ailleurs, à bref délai, en présence du premier ministre et des autres ministres compétents.

Il propose donc que la commission prépare, comme par le passé, des recommandations qui seront transmises au gouvernement. Ces recommandations, contrairement à ce qu'en pense son collègue, sont utiles.

Pour le reste, les parlementaires disposent de leur droit d'interpellation s'ils souhaitent aborder des problèmes spécifiques avec le pouvoir exécutif.

Un troisième intervenant souscrit à l'observation selon laquelle l'examen de ce rapport annuel doit être suivi d'effets concrets. Les commissions du suivi ne peuvent pas non plus se contenter de recommandations. Il demande par conséquent que le Comité R dresse un inventaire des modifications législatives nécessaires qui permette à la commission du suivi de définir les initiatives législatives qu'elle souhaite prendre.

Un autre membre estime que le rapport annuel du Comité R ne contient pas que des formulations clai-

administrateur-général van de Veiligheid van de Staat onlangs een persbericht heeft verstuurd waarin hij stelt dat er geen vuilte aan de lucht is. Ook de minister van Justitie heeft dit een paar dagen geleden bevestigd in de Kamer. Dit lijkt echter in strijd met de vaststellingen in het jaarverslag van het Comité I.

Blijkbaar worden de jaarrapporten — die al jaren wijzen op de «oorlog» tussen de diensten — door de bevoegde overheden gewoon genegeerd.

Wat is in die omstandigheden nog de zin van de parlementaire controle door de begeleidingscommissies ? In de realiteit leidt deze controle tot niets. Is het nuttig om analyses en aanbevelingen te maken als die niet tot resultaten leiden ?

Een ander lid stelt voor over te gaan tot het opstellen van aanbevelingen voor de regering. Het is al te gemakkelijk om te stellen dat de regering daar toch geen rekening mee zal houden.

Vorige spreker meent dat het parlement moet bewijzen dat het een bepaalde macht durft uit te oefenen over de regering door deze te verplichten om rekening te houden met de aanbevelingen, zoniet kan de parlementaire controle evengoed worden afgeschaft.

De tweede spreker meent dat het werk van de begeleidingscommissie niet mag worden geminimaliseerd. De regering heeft in het verleden al rekening gehouden met de aan haar gerichte aanbevelingen.

Het Comité I en de begeleidingscommissie van de Senaat hebben meerdere keren vergaderd over verschillende onderwerpen. Binnenkort zal trouwens vergaderd worden in aanwezigheid van de eerste minister en de andere bevoegde ministers.

Hij stelt dus voor dat de commissie, net als in het verleden, aanbevelingen voorbereidt voor de regering. In tegenstelling tot wat zijn collega denkt, zijn deze aanbevelingen wel degelijk nuttig.

Voor het overige beschikken de parlementsleden over hun interpellatierecht om specifieke problemen aan te kaarten bij de uitvoerende macht.

Een derde spreker sluit zich aan bij de opmerking dat de besprekking van dit jaarverslag concrete gevallen moet hebben. De begeleidingscommissies mogen zich ook niet beperken tot aanbevelingen. Derhalve vraagt hij dat het Comité I een inventaris zou opstellen van noodzakelijke wetswijzigingen. Op grond van deze inventaris kan de begeleidingscommissie beslissen welke wetgevende initiatieven zij wenst te nemen.

Een ander lid meent dat het jaarrapport van het Comité I naast duidelijke soms ook sibilijnse formu-

res. Certains passages sont sibyllins. C'est une conséquence inévitable de la mission spécifique du Comité R, qui est chargé d'examiner des dossiers sensibles sur lesquels il doit faire rapport publiquement. Le Parlement est obligé d'examiner ces problèmes en profondeur dans le cadre de la discussion en commission du suivi.

Le premier intervenant a toutefois mis le doigt sur un problème fondamental, à savoir celui de la loyauté parlementaire. Lorsqu'un parlementaire pose une question, la réponse, dont on peut prendre connaissance ultérieurement en lisant le rapport, doit correspondre à la réponse orale.

Il est inacceptable que l'on donne à certaines questions parlementaires des réponses radicalement opposées, parfois à quelques jours d'intervalle. Cette pratique vicie inutilement le climat de travail et nuit à la confiance que l'on est en droit d'avoir dans la commission du suivi.

Le rapport annuel trace clairement les limites des possibilités de contrôle de la commission du suivi : il n'y a pas ou presque pas de contrôle sur le service du renseignement militaire ni sur l'application de techniques spéciales par les services de renseignement, parce qu'un tel contrôle est impossible légalement.

Dernier constat : la commission du suivi ne peut pas exercer pleinement ses prérogatives de contrôle tant que ses membres ne disposent pas d'une habilitation de sécurité.

L'intervenant se sent considéré en permanence comme un «suspect». Certaines informations ne peuvent pas être communiquées par le Comité R, parce qu'elles sont classées. Cela entrave considérablement le rôle de la commission parlementaire du suivi. L'intervenant estime que même si l'habilitation de sécurité publique implique certaines obligations, les inconvénients ne pèsent pas lourd face aux avantages. Il faut dès lors chercher un équilibre entre les obligations découlant de l'habilitation de sécurité et le rôle que doivent pouvoir jouer les parlementaires.

Un membre fait observer qu'il existe des tensions entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif dans tous les pays démocratiques. Ces tensions sont inhérentes au régime parlementaire. Le pouvoir exécutif se sent responsable des services de renseignement et il les défend presque automatiquement. L'intervenant a eu récemment des contacts avec ses collègues norvégiens du Comité R. La Norvège possède à peu près le même système de contrôle que la Belgique, et on y rencontre les mêmes tensions. Le tout est de résoudre les frottements inévitables de manière adulte.

Il est exact aussi que les rapports annuels abordent chaque fois à nouveau certains problèmes, comme celui de la communication des directives du comité ministériel du renseignement et de la sécurité. Il est grand temps qu'on en tienne compte.

leringen bevat. Dit is een onvermijdelijk gevolg van de specifieke opdracht van het Comité I, dat gevoelige dossiers onderzoekt waarover het publiek verslag moet uitbrengen. Het parlement heeft de verplichting deze problemen uit te diepen in het kader van de besprekking binnen de begeleidingscommissie.

De eerste spreker heeft echter de vinger gelegd op een fundamenteel probleem : dat van de parlementaire loyauteit. Als een parlementslid een vraag stelt moet het antwoord dat nadien kan worden gelezen in het rapport overeenstemmen met wat hem mondeling werd geantwoord.

Het is onaanvaardbaar dat op bepaalde vragen van parlementairen, soms op enkele dagen tijd, radicaal tegenstrijdige antwoorden worden gegeven. Dit verzuurt de sfeer nodeloos en schendt het vertrouwen dat men zou moeten hebben in de begeleidingscommissie.

Het jaarverslag geeft duidelijk de grenzen aan van de controlesmogelijkheden van de begeleidingscommissie : er is nauwelijks of geen controle op de militaire inlichtingendienst, noch op de toepassing van bijzondere technieken door de inlichtingendiensten omdat die wettelijk onmogelijk zijn.

Een laatste vaststelling is dat de mogelijkheden van de begeleidingscommissie niet volwaardig kunnen worden uitgeoefend zolang de leden niet beschikken over een veiligheidscertificaat.

Spreker voelt zich permanent beschouwd als een «verdachte». Het Comité I kan bepaalde informatie niet geven omdat deze geklassificeerd is. Dit belemmert in belangrijke mate de rol van de parlementaire begeleidingscommissie. Ook al zijn er verplichtingen verbonden aan een veiligheidscertificaat, toch meent hij dat de nadelen ervan niet opwegen tegen de voordeLEN. Er moet derhalve gezocht worden naar een evenwichtige oplossing tussen de verplichtingen die uit een veiligheidscertificaat voortvloeien en de rol die men als parlementair moet kunnen vervullen.

Een lid merkt op dat in alle democratische landen spanningen bestaan tussen de uitvoerende en de wetgevende macht. Dit is eigen aan het parlementair stelsel. De uitvoerende macht voelt zich verantwoordelijk voor de inlichtingendiensten en verdedigt deze diensten bijna automatisch. Spreker had recentelijk contacten met de Noorse collega's van het Comité I. Noorwegen heeft ongeveer hetzelfde toezichtssysteem als België en ook daar bestaan dezelfde spanningen. Vaak is deze onvermijdelijke wrijving op een volwassen manier op te lossen.

Het is ook juist dat de jaarverslagen telkens opnieuw een aantal problemen aankaarten, bijvoorbeeld de mededeling van de richtlijnen van het ministerieel comité voor de inlichting en de veiligheid. Het wordt echt wel tijd dat hier gevolg wordt aan gegeven.

L'intervenant souligne également qu'une habilitation de sécurité a aussi des conséquences très négatives. Le titulaire doit se conformer à la classification ainsi qu'à l'obligation de secret qui en découle et qui est contraire au droit de parole absolu d'un parlementaire. L'habilitation de sécurité entraîne donc la renonciation à certains droits parlementaires.

On constate en outre, dans les pays où une telle habilitation est requise, que les parlementaires de certains partis en obtiennent très difficilement une. Il s'agit d'un problème fondamental sur le plan de la démocratie.

L'orateur estime personnellement que le système américain, en vertu duquel toutes les informations doivent être divulguées au bout d'un certain temps, offre une piste de réflexion plus intéressante.

Il est également favorable à l'idée de permettre aux services de renseignement d'utiliser certaines techniques spéciales, à condition que le contrôle de ces techniques soit sans faille. À cet égard, il est indispensable de mener un débat non seulement sur l'éthique des services de renseignement, mais aussi sur celle des services de police; ce débat permettrait d'affiner les conditions secondaires d'application de ces méthodes.

Un membre estime que, même si certains points reviennent d'année en année, il est un fait que le rapport annuel 2003 contient également de nouveaux éléments et que des recommandations très concrètes sont proposées par le Comité R au pouvoir législatif et au pouvoir exécutif.

Il se rallie dès lors à la suggestion de procéder à la rédaction de recommandations qui seront transmises au gouvernement.

Un préopinant rappelle que la commission du suivi a fait récemment un certain nombre de recommandations au gouvernement. Certaines ont été suivies et respectées, d'autres non. Tel fut le cas de la recommandation visant à autoriser les services de renseignement à pratiquer des écoutes administratives.

Concernant les techniques spéciales, il se fait qu'il n'y a jamais eu de législation sur les méthodes de travail ni de la Sûreté de l'État ni du SGRS. Or, une législation existe depuis peu pour les techniques spéciales utilisées par les services de police. Il existe donc une distorsion entre ces services à laquelle il faut impérativement remédier.

Concernant la problématique des habilitations de sécurité, il signale que dans chaque pays qui dispose d'un contrôle des services de renseignement, des tensions similaires à celles que nous connaissons sont constatées. Il se dit partisan d'une habilitation de sécurité mais souligne qu'il faut en supporter les conséquences. Certains renseignements ne pourront plus être exploités politiquement. Un choix s'impose

Spreker wijst er ook op dat een veiligheidsmachtiging aanzienlijke negatieve gevolgen heeft. De houder moet zich schikken naar de classificatie en de eruit voortvloeiende geheimhoudingsverplichting, die strijdig is met het absolute spreekrecht van een parlementslid. Een veiligheidsmachtiging heeft dus tot gevolg dat men afstand doet van een aantal parlementaire rechten.

In de landen waar dergelijk certificaat wordt geëist stelt men daarenboven vast dat parlementsleden van sommige partijen zeer moeilijk een machtiging krijgen. Dit vormt een fundamenteel democratisch probleem.

Persoonlijk acht hij het Amerikaanse systeem, waar alle informatie na een bepaalde tijd moet worden vrijgegeven, een interessantere denkpiste.

Spreker is eveneens voor gewonnen de inlichtingendiensten in de mogelijkheid te stellen een aantal bijzondere technieken te gebruiken maar dan op voorwaarde dat het toezicht hierop waterdicht is. Een debat over de ethiek van de inlichtingendiensten, maar ook van de politiediensten, is daarbij noodzakelijk en moet ertoe leiden dat de randvoorwaarden voor de toepassing van deze methodes verder worden uitgediept.

Een lid meent dat er inderdaad jaarlijks bepaalde punten terugkomen, maar dat het jaarverslag 2003 toch ook nieuwe elementen bevat en dat het Comité I zeer concrete aanbevelingen voorstelt aan de wetgevende en de uitvoerende macht.

Hij schaart zich dus achter de suggestie om over te gaan tot het opstellen van aanbevelingen voor de regering.

Een vorige spreker wijst erop dat de begeleidingscommissie onlangs een reeks aanbevelingen heeft bezorgd aan de regering. Sommige werden gevuld, andere niet. Zo verging het bijvoorbeeld de aanbeveling om de inlichtingendiensten toe te staan administratieve afsluiting uit te voeren.

Wat de bijzondere technieken betreft, heeft er nooit wetgeving bestaan over de werkwijze van de Staatsveiligheid of van de Algemene Dienst inlichtingen en veiligheid. Sedert kort bestaat er wel wetgeving over de bijzondere technieken bij de politiediensten. Het onevenwicht tussen deze diensten moet dus absoluut worden rechtgezet.

Inzake de veiligheidsmachtigingen wijst hij erop dat in elk land waar een controle op de inlichtingendiensten bestaat, dezelfde soort spanningen als bij ons kunnen worden vastgesteld. Hij is voorstander van een veiligheidsmachtiging, maar wijst op de gevolgen. Bepaalde inlichtingen zullen niet meer politiek kunnen worden uitgebuit. Er moet dus een keuze worden gemaakt, maar hij is er zeker van dat de parle-

donc mais il est intimement convaincu que le contrôle parlementaire irait plus loin si l'habilitation de sécurité était exigée des membres de la commission.

Selon un membre, l'habilitation de sécurité est un faux problème. Un parlementaire n'est bien entendu pas en mesure de faire usage d'informations dont il ne dispose pas. Il est dès lors absurde de dire qu'un parlementaire ne peut pas utiliser certaines informations lorsqu'il dispose d'une habilitation de sécurité : s'il ne dispose pas de cette dernière, il ne reçoit de toute façon pas d'informations.

De plus, si un parlementaire devait constater un mauvais fonctionnement, il existe des systèmes qui permettent de redresser la situation. L'action parlementaire reste possible, mais dans un autre cadre.

La représentante de la ministre de la Justice dément l'affirmation selon laquelle le pouvoir exécutif ne se préoccuperaient guère de la manière dont les services de renseignement travaillent. La ministre de la Justice se sent au contraire très concernée par cette matière. Ainsi, son cabinet travaille activement sur les recommandations formulées par la commission du suivi sur les écoutes téléphoniques et sur les vérifications de sécurité.

Elle approuve pleinement la suggestion visant à prendre des initiatives législatives concrètes et à faire avancer le débat.

Concernant les vérifications de sécurité, le rapport annuel montre clairement à quel point il est légalement difficile d'y procéder dans un climat de sécurité juridique, garantissant le respect des droits des uns et des autres. La ministre de la Justice prépare actuellement un projet mais celui-ci nécessite une grande prudence puisque divers intérêts doivent être pris en compte : des consultations ont déjà eu lieu avec la Commission pour la protection de la vie privée et la ministre déposera un projet de loi dès que possible.

Concernant les écoutes téléphoniques et les techniques particulières de recherche, il importe de ne pas traiter ces matières comme des problèmes distincts. Les enjeux posés par ces deux méthodes sont identiques : il s'agit à chaque fois de trouver un équilibre entre les droits du citoyen et les intérêts supérieurs de l'État. L'idée de la ministre serait dès lors de faire un avant-projet de loi englobant les écoutes téléphoniques et les autres techniques particulières.

Vient s'y greffer un autre problème, à savoir la manière dont les informations ainsi recueillies pourront être exploitées par le pouvoir judiciaire. Ce point devra être clarifié. Ceci implique qu'il faut réunir autour de la table tous les acteurs concernés pour arriver à un consensus.

Un membre pense que cette matière est effectivement sensible mais aussi très urgente. Il y a eu les

mentaire controle veel verder zou gaan als van de commissieleden een veiligheidsmachting wordt geëist.

Een lid vindt de veiligheidsmachting een vals probleem. De informatie die een parlementair niet heeft kan hij uiteraard ook niet gebruiken. Het houdt bijgevolg geen steek om te zeggen dat een parlementair bepaalde informatie niet kan gebruiken wanneer hij over een veiligheidsmachting beschikt : als hij ze niet heeft krijgt hij die informatie toch niet.

Daarenboven, indien een parlementair een wantoestand moest vaststellen, bestaan er systemen die de zuivering van het incident toestaan. De parlementaire actie blijft mogelijk doch in een ander kader.

De vertegenwoordigster van de minister van Justitie, ontkennt de bewering dat de uitvoerende macht zich helemaal niet bezighoudt met de manier waarop de inlichtingendiensten werken. De minister van Justitie voelt zich integendeel erg bij deze materie betrokken. Haar kabinet is actief bezig met de aanbevelingen van de begeleidingscommissie inzake de telefoontaps en de veiligheidsverificaties.

Zij is het helemaal eens met het voorstel om concrete wetgevende initiatieven te nemen zodat er schot komt in de discussie.

Wat de veiligheidsverificaties betreft, wordt in het jaarverslag duidelijk gemeld dat het momenteel wettelijk moeilijk ligt om daartoe over te gaan in een klimaat van rechtszekerheid, waarbij de rechten van alle betrokkenen zeker worden geëerbiedigd. De minister van Justitie is een ontwerp aan het voorbereiden. Hierbij is echter grote voorzichtigheid geboden, omdat er uiteenlopende belangen spelen : de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer werd reeds geraadpleegd en de minister zal zo snel mogelijk een wetsontwerp indienen.

Wat het aftappen van telefoongesprekken en de bijzondere opsporingsmethoden betreft, is het belangrijk dat deze onderwerpen niet apart worden behandeld. Voor beide methoden spelen dezelfde elementen : het gaat er telkens om een evenwicht te vinden tussen de rechten van de burger en de hogere belangen van de Staat. De minister stelt dan ook voor een voorontwerp van wet te maken waarin het aftappen van telefoongesprekken en andere bijzondere technieken samen worden behandeld.

Hierbij komt nog een ander probleem, namelijk hoe de aldus verzamelde informatie door de rechtelijke macht gebruikt kan worden. Dit punt vraagt om verduidelijking, wat betekent dat alle betrokkenen rond de tafel moeten gaan zitten om tot een consensus te komen.

Een lid is van mening dat deze materie wel erg gevoelig ligt, maar ook erg dringend is. De aanslagen

attentats de Madrid avec pour conséquence la désignation de M. De Vries comme coordinateur de l'Union européenne de la lutte contre le terrorisme. Ce dernier a déjà rédigé un rapport signalant que certains pays présentent des retards sur certaines législations recommandées par l'Europe au niveau de la lutte contre le terrorisme. Les pays n'ont aucun intérêt à tarder dans ces domaines, quand bien même la matière est difficile et délicate.

Un membre, qui ne veut pas sous-estimer la complexité de la matière en question, estime qu'un projet de loi ne doit pas tout régler dans les détails. Il suffit d'élaborer un cadre légal dans lequel les services de renseignement peuvent intervenir. Le gouvernement ne doit pas se sentir obligé d'établir un texte très détaillé, sinon il mettra les services compétents en difficulté.

Un intervenant est d'avis que rien n'empêche que, parallèlement au travail qui se fait chez la ministre de la Justice, la commission du suivi fasse un travail «non partisan» de son côté. Dans cette matière particulièrement délicate, il ne serait pas mauvais que le parlement prenne une initiative qui pourrait éventuellement être examinée conjointement avec les initiatives ministérielles. Le travail parlementaire permettra de créer une saine émulation.

L'intervenant suivant se félicite de l'intervention de la représentante de la ministre. Il prévient cependant que si l'on veut régler simultanément la question des écoutes administratives, celle des techniques particulières de recherche et celle de la vérification de sécurité, il faudra tellement de temps qu'à court terme, rien ne changera concrètement.

Il est indiqué, par exemple, dans la perspective de l'élection de l'exécutif musulman à l'automne, de disposer de techniques permettant de prévenir l'élection de candidats qui appartiendraient à des groupements extrémistes. S'il faut attendre une loi générale, rien ne sera prêt.

Une approche globale de ces matières fait donc sérieusement obstacle au fonctionnement à court terme.

De plus, le fait que les informations du Comité R soient parfois contredites par le ministère de la Justice lui pose problème : qui est-ce qui a raison ?

Un autre orateur revient sur le problème de la communication d'informations des services de renseignement aux instances judiciaires et, en particulier, sur la question de la force probante de ces informations. Le risque existe que l'on recueille des informations intéressantes mais inutilisables pour les instances judiciaires. Aux Pays-Bas, deux arrêts ont été rendus qui portaient acquittement de terroristes notoires, parce que les éléments de preuve contre eux

in Madrid ont mené à la nomination du monsieur De Vries comme coordinateur de l'Union européenne de la lutte contre le terrorisme. Cette personne a déjà rédigé un rapport signalant que certains pays présentent des retards sur certaines législations recommandées par l'Europe au niveau de la lutte contre le terrorisme. Les pays n'ont aucun intérêt à tarder dans ces domaines, quand bien même la matière est difficile et délicate.

Zonder de moeilijkheidsgraad van deze materie te onderschatten meent een lid dat een wetsontwerp niet alles tot in de details dient te regelen. Het volstaat dat men over een wettelijke kader beschikt waarbinnen de inlichtingendiensten kunnen optreden. De regering moet zich niet geroepen voelen om een zeer gedetailleerde tekst te maken, anders komen de diensten in moeilijkheden.

Een spreker vindt dat niets verhindert dat de begeleidingscommissie, naast het werk dat bij de minister van Justitie wordt gedaan, langs haar kant «onafhankelijk» werk kan verrichten. Het is geen slecht idee dat het Parlement in deze buitengewoon delicate materie een initiatief zou nemen, dat dan samen met de van de minister uitgaande initiatieven besproken kan worden. Dankzij het parlementaire werk ontstaat er dan een soort gezonde wedijver.

Een volgende spreker verheugt zich over de tussenkomst van de vertegenwoordiger van de minister. Hij waarschuwt er evenwel voor dat indien men tezelfdertijd het administratief afluisteren, de bijzondere opsporingsmethodes en de veiligheidsverificatie wil regelen, dit dermate veel tijd in beslag zal nemen dat er op korte termijn *in concreto* niets zal veranderen.

Voor de verkiezing van het Moslimexecutief in het najaar is het bijvoorbeeld aangewezen reeds over bepaalde technieken te beschikken om te vermijden dat kandidaten van extremistische groeperingen worden verkozen. Indien er moet worden gewacht op een alomvattende wet zal er tegen dan niets klaar zijn.

Een globale aanpak van deze materies is dus een ernstige hinderpaal om op korte termijn te kunnen werken.

Daarenboven heeft hij het moeilijk met het feit dat de informatie van het Comité I soms wordt tegengesproken door de minister van Justitie: wie heeft gelijk?

Een ander spreker komt terug op het probleem van de mededeling van informatie van de inlichtingendiensten aan de gerechtelijk instanties, en meer bepaald op de bewijswaarde van deze informatie. Het risico bestaat dat men interessante informatie vergaart die onbruikbaar is voor de gerechtelijke instanties. In twee Nederlandse arresten zijn notoire terroristen vrijgesproken omdat de bewijsgaring niet correct gebeurd was. De vraag naar de juridische

n'avaient pas été rassemblés correctement. La question de la valeur juridique et de la force probante des informations récoltées par un service de renseignement est donc d'une importance capitale.

S'il peut comprendre qu'il faut beaucoup de temps pour qu'une loi globale puisse entrer en vigueur, il trouve néanmoins préférable que la question des écoutes téléphoniques et celle des techniques particulières de recherche soient traitées dans une seule loi et, donc, que cette matière soit réglée dans un même cadre légal.

Un autre membre soutient l'idée d'une approche globale : les techniques en question s'inscrivent toutes dans la perspective de l'article 8 de la CEDH.

Le problème de la transmission d'informations au pouvoir judiciaire a donné lieu à une discussion détaillée lors de l'élaboration de la loi relative aux services de renseignement, mais elle n'a finalement pas été tranchée. De plus, des complications supplémentaires ont vu le jour en ce sens que, si l'on peut s'interroger à propos de la force probante des pièces, on peut en faire de même en ce qui concerne le nouveau statut des parquets dans notre État de droit.

À l'heure actuelle, le parquet est subordonné hiérarchiquement au ministre de la Justice. Il faut donc aussi savoir où circule l'information (parquets, juges d'instruction) et qui la contrôle. Sans un contrôle suffisant de la circulation de cette information, la protection de la vie privée ne peut en effet pas être assurée.

M. De Smedt, conseiller du Comité R, souligne qu'il importe qu'il y ait une concertation régulière entre toutes les parties concernées. À propos de quelques dossiers, le Comité R a des contacts étroits avec les juges d'instruction et avec le parquet fédéral. Le Comité R et le Parlement devront veiller à ce que les lois qui seront examinées prochainement s'inscrivent dans le cadre législatif existant. Par le passé, les problèmes étaient examinés de manière trop isolée et on y apportait des solutions *ad hoc*, alors que la cohérence interne du cadre législatif revêt une importance essentielle. Le travail législatif doit donc répondre à une philosophie générale.

Il est dès lors nécessaire d'organiser une concertation entre les divers acteurs, et le Comité R peut jouer un rôle à cet égard.

La représentante de la ministre précise qu'il faut distinguer deux projets de loi en cours de préparation au cabinet ministériel :

- un projet relatif aux écoutes téléphoniques et aux techniques particulières de recherche pour les services de renseignement;

bewijswaarde van de informatie ingewonnen door een inlichtingendienst is dus van essentieel belang.

Hij begrijpt dat een globale wet als nadruk heeft dat het langer duurt voor ze in werking treedt maar meent dat de telefoontap en de andere bijzondere opsporingstechnieken beter in één wet worden behandeld omdat deze materie best geregeld wordt binnen eenzelfde wettelijk kader.

Een ander lid is het eens met de idée van een globale aanpak : al deze technieken bevinden zich in het spanningsveld van artikel 8 van het EVRM.

Het probleem van het doorgeven van informatie aan de gerechtelijke macht werd uitvoerig besproken bij de totstandkoming van de wet op de inlichtingendiensten maar de knoop werd uiteindelijk niet doorgehakt. Er zijn daarenboven bijkomende complicaties : niet alleen de bewijswaarde van de stukken stelt problemen maar ook de nieuwe positie die aan onze parketten werd gegeven in onze rechtsstaat.

Het parket is tegenwoordig hiërarchisch ondergeschikt aan de minister van Justitie. We moeten dus ook weten waar de informatie circuleert (parketten, onderzoeksrechters) en wie de informatie controleert. Zonder een afdoend toezicht op de circulatie van deze informatie is er immers geen bescherming van het privé-leven mogelijk.

De heer De Smedt, raadsheer van het Comité I, wijst op het belang van een regelmatige overleg tussen alle betrokken partijen. Voor een aantal dossiers heeft het Comité I nauwe contacten met de onderzoeksrechters en het Federaal parket. Zowel het Comité I als het Parlement moeten erop toezien dat de wetten die weldra zullen worden onderzocht passen in het geheel van het reeds bestaande wettelijk kader. In het verleden bekeek men problemen al te geïsoleerd, vond men *ad hoc*-oplossingen terwijl de onderlinge coherentie van het wetgevend kader toch van essentieel belang is. Bij het wetgevend werk moet men dus vertrekken vanuit een algemene filosofie.

Er is dus nood aan overleg tussen de verschillende acteurs en het Comité I kan daar een rol spelen.

De vertegenwoordiger van de minister verduidelijkt dat er bij de minister twee verschillende wetsontwerpen in de maak zijn :

- een ontwerp in verband met de telefoontap en de bijzondere opsporingstechnieken voor de inlichtingendiensten;

— un projet de loi relatif aux vérifications de sécurité à court et à long terme.

— een wetsontwerp in verband met de veiligheidsverificaties op korte en lange termijn.

\*  
\* \*

\*  
\* \*

**L'application de la loi organique des services de renseignement et de sécurité du 30 novembre 1998 — Information communiquée par les services de renseignement à d'autres autorités que les ministres de tutelle**

Un membre souligne que le Comité R indique à la page 20 de son rapport annuel qu'il a constaté que, dans treize domaines bien déterminés, la Sûreté de l'État avait fourni, sans qu'il n'y ait aucun fondement légal pour cela, des informations à caractère individuel et des avis à d'autres autorités.

Il sait aussi qu'une enquête judiciaire a été ouverte dans l'affaire Lernaut & Hauspie. Les services de renseignement étrangers s'intéressent apparemment à cette enquête judiciaire. Il aurait aimé savoir si le Comité R sait si le ministre des Affaires économiques a demandé des informations au sujet de ce dossier à la Sûreté de l'État. Le rapport annuel n'est pas très clair à ce sujet.

Il estime que l'on doit savoir exactement qui peut demander des informations aux services de renseignement. Selon la loi organique des services de renseignement et de sécurité, on ne peut demander et fournir de l'information qu'aux autorités compétentes. Il y a lieu d'examiner de quelle manière on peut contrôler les choses. Le Comité R doit être en mesure de vérifier si aucun abus n'est possible.

Selon le rapport annuel, la Sûreté de l'État organise une enquête au sujet des collaborateurs qui ont fait appel directement au Registre national. Des abus de fonction peuvent être commis à cette occasion. Le fait que l'on soit membre de la Sûreté de l'État n'implique pas que l'on a le droit de recueillir des informations par curiosité déplacée ou sur l'ordre d'autorités non compétentes.

Le rapport annuel fait, certes, état ça et là de préoccupations en la matière, mais il estime que la fourniture d'informations aux autorités compétentes, dans le cadre légal, doit se faire avec le souci d'assurer la sécurité juridique, de manière qu'un contrôle soit possible. Cela vaut d'ailleurs aussi en ce qui concerne la cohérence entre les dossiers que suit la Sécurité de l'État et les enquêtes judiciaires sur le sujet en question.

M. W. De Smedt répond que la Sûreté de l'État a l'habitude de ne plus suivre un dossier une fois qu'il a acquis un caractère judiciaire. Le Comité R n'est pas

**De toepassing van de wet van 30 november 1998 houdenderegelingvandeinlichtingen-enveiligheidsdienst — Informatie meegeleerd door de inlichtingendiensten aan andere overheden en de voogdijministers**

Een lid wijst er op dat het Comité I op bladzijde 20 van zijn jaarverslag meldt dat het heeft vastgesteld dat in dertien welbepaalde domeinen, de Veiligheid van de Staat, zonder werkelijke wettelijk grondslag, informatie van individuele aard en adviezen verstrekte aan andere overheden.

Hij weet ook dat er in de zaak Lernaut & Hauspie een gerechtelijk onderzoek is geopend. Buitenlandse inlichtingendiensten hebben blijkbaar belangstelling voor dit gerechtelijk onderzoek. Graag had hij vernomen of het Comité I er weet van heeft of de minister van Economische Zaken over dit dossier informatie heeft gevraagd aan de Veiligheid van de Staat. Het jaarverslag is op dit punt onduidelijk.

Hij meent dat er duidelijkheid moet zijn over wie informatie kan vragen aan de inlichtingendiensten. Volgens de organieke wet op de inlichtingendiensten kan enkel informatie worden gevraagd en verstrekt aan de bevoegde overheid. Er moet worden onderzocht op welke wijze daarop toezicht kan worden uitgeoefend. Het Comité I moet in staat zijn om na te gaan of geen misbruik mogelijk is.

In het jaarverslag wordt vermeld dat de Veiligheid van de Staat een onderzoek doet naar medewerkers die rechtstreeks op het Rijksregister een beroep hebben gedaan. Dat is een voorbeeld waarop misbruik kan worden gemaakt van functie. Het feit dat men lid is van de Veiligheid van de Staat geeft geen recht om informatie te vergaren uit misplaatste nieuwsgierigheid of in opdracht van niet-bevoegde overheden.

Deze bezorgdheid komt in het jaarverslag wel hier en daar aan bod maar hij meent dat de informatie-verstrekking aan de bevoegd overheid, binnen het wettelijk kader, op een rechtszekere manier moet gebeuren zodat toezicht mogelijk is. Hetzelfde geldt trouwens voor de samenhang tussen de dossiers die door de Veiligheid van de Staat worden opgevolgd en gerechtelijke onderzoeken over hetzelfde onderwerp.

De heer W. De Smedt antwoordt dat het binnen de Veiligheid van de Staat gebruikelijk is dat, zodra een dossier een gerechtelijk karakter heeft, deze dienst het

d'accord avec cette attitude. Ce n'est pas parce qu'un dossier fait l'objet d'une enquête judiciaire que la Sûreté de l'État ne doit plus le suivre.

Un autre membre souligne qu'en ce qui concerne la coopération avec la Justice, il y a lieu de respecter certaines dispositions légales et réglementaires. Il fait référence à cet égard à COL 1399 du collège des procureurs généraux et à la nouvelle directive relative au terrorisme, desquels il résulte que le secret de l'enquête judiciaire doit être respecté. Cela signifie que ni le juge d'instruction, ni la Sûreté de l'État ne peuvent demander ni fournir directement des informations et que tout doit se faire, à cet égard, par l'intermédiaire du parquet ou du ministre.

Le premier intervenant souligne que cela n'enlève rien à la remarque qu'il a faite. À propos de l'affaire Lernaut & Hauspie, le Comité R déclare ce qui suit dans son rapport (page 126): «Entre novembre 2000 et mai 2001, la Sûreté de l'État a rédigé 15 rapports internes sur cette affaire. Dans ce dossier, le ministère des Affaires économiques a sollicité des renseignements à la Sûreté de l'État avant de prendre une décision.»

Qu'est-ce que cela signifie ? Quelle information le ministre des Affaires économiques a-t-il reçue et l'a-t-il reçue directement de la Sûreté de l'État ou indirectement par l'intermédiaire du ministre compétent ?

M. Delepière répond que le ministre des Affaires économiques a reçu des informations de la Sûreté de l'État directement.

Le membre constate que cela illustre précisément le problème qu'il souhaite mettre en avant. Le fait que des ministres puissent téléphoner à des services de renseignement pour obtenir des informations est contraire à la loi.

Un autre intervenant souligne à cet égard l'importance du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité. La Sûreté de l'État et le SGR rédigent des rapports qui ne sont pas tous destinés à leurs ministres de tutelle, mais qui leur sont néanmoins transmis systématiquement. Plusieurs autres ministres reçoivent certains renseignements, au su du premier ministre, qui préside le comité ministériel, et du ministre compétent. L'intervenant présume que la nature de ces renseignements est liée aux compétences spécifiques des ministres en question. Il y a lieu de préciser, dans la définition des missions du comité ministériel, qui peut recevoir quels renseignements. C'est ainsi que, dans l'affaire Collier, des informations ont été transmises à un ministre de la Communauté française. Le ministre de tutelle est toutefois aussi toujours informé.

Le premier intervenant affirme que, dans la conception classique du fonctionnement de la Sûreté de

dossier niet langer opvolgt. Het Comité I is het daar niet mee eens. Het is niet omdat een gerechtelijk onderzoek loopt dat de Veiligheid van de Staat dat onderwerp niet meer moet volgen.

Een ander lid wijst er op het vlak van de samenwerking met het gerecht wettelijke en reglementaire bepalingen moeten worden nageleefd. Hij verwijst in dat verband naar COL 1399 van het college van procureurs-generaal en de nieuwe richtlijn in verband met terrorisme waaruit voortvloeit dat het geheim van het gerechtelijk onderzoek moet worden nageleefd. Dit betekent dat noch de onderzoeksrechter, noch de Veiligheid van de Staat rechtstreeks informatie kunnen opvragen of verstrekken maar dat dit via het parket of de minister moet verlopen.

De eerste intervenient wijst er op dat dit niets afdoet aan zijn opmerking. Over de zaak Lernaut & Hauspie stelt het Comité I het volgende (blz. 126 van het rapport): «Over deze zaak stelde de Veiligheid van de Staat tussen november 2000 en mei 2001 15 interne rapporten op. De minister van Economische Zaken verzocht de Veiligheid van de Staat om inlichtingen alvorens een beslissing te nemen.»

Wat is de betekenis van die zin ? Welke informatie heeft de minister van Economische Zaken gekregen en heeft hij die informatie rechtstreeks gekregen van de Veiligheid van de Staat of via de bevoegde minister ?

De heer Delepière antwoordt dat de minister van Economische Zaken rechtstreeks informatie heeft gekregen van de Veiligheid van de Staat.

Het lid antwoordt dat dit precies het probleem illustreert dat hij naar voor wenst te brengen. Het feit dat ministers naar de inlichtingendiensten kunnen bellen om informatie te krijgen is in strijd met de wet.

Een ander spreker wijst in dit verband op het belang van het Ministerieel Comité voor de inlichting en de veiligheid. De Veiligheid van de Staat en ADIV maken niet alleen verslagen voor hun voogdijministers maar deze ontvangen wel al die rapporten. Met medeweten van de eerste minister, die voorzitter is van het ministerieel comité, en de bevoegde minister ontvangen ook een aantal andere ministers bepaalde inlichtingen. Hij vermoedt dat dit in functie is van de specifieke bevoegdheden van die ministers. In de opdrachten van het ministerieel comité moet voorzien worden wie welke informatie krijgt. Zo is in de zaak Collier informatie overgemaakt aan een minister van de Franse Gemeenschap. De voogdijminister wordt echter ook altijd geïnformeerd.

De eerste spreker stelt dat, in de klassieke opvatting van de werking van de Veiligheid van de Staat, de

l'État, le ministre de la Justice est un maillon de la chaîne qui ne peut jamais être passé. Il est inadmissible qu'un autre ministre s'adresse directement à la Sûreté de l'État.

M. Delepière explique que le contrôle du Comité R s'exerce au cas par cas. C'est sur la base de ses enquêtes qu'il essaie de déduire des règles générales de fonctionnement. Le système par lequel d'autres ministres reçoivent de l'information des services de renseignement n'est pas clair. Dans certains cas, ils la reçoivent directement et, dans d'autres cas, par le biais du ministre de tutelle. Il lui semble qu'il est en effet indiqué que le comité ministériel élabore des directives à ce sujet. Selon la loi, les services doivent informer les autorités ou les personnes qui sont susceptibles d'être visées par des menaces. La manière dont cela doit se faire n'est pas définie de façon précise. Le Comité R a rencontré des cas extrêmes, comme celui de Soetkin Collier. Dans d'autres cas, cela se fait de façon normale, par une information du ministre de la Justice aux autres autorités.

Le premier intervenant déclare que la règle veut que l'information transite toujours par le ministre de la Justice. Dans l'affaire Lernaut & Hauspie, dans l'affaire Collier et Ford Genk et dans les 13 cas que le Comité R cite dans son rapport annuel, des informations ont cependant été communiquées directement à d'autres ministres, en violation de la loi organique des services de renseignement.

M. Pétry, représentant du ministre de la Justice, considère que les informations peuvent en principe être communiquées par le truchement du ministre de la Justice. Seul le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité peut décider d'informer d'autres ministres. Le ministre souscrit à la remarque du précédent intervenant.

Un autre intervenant trouve que cette question revêt une importance suffisante pour que l'on aille jusqu'au fond des choses. Le problème vient de ce que, par le passé, certains ministres pouvaient s'adresser directement aux services de renseignement pour obtenir des informations, alors que d'autres ne le pouvaient pas. La communication directe d'informations à d'autres services risque d'ailleurs de mettre le ministre en difficulté, étant donné qu'il est politiquement responsable de ses services. Il estime qu'il convient, lorsqu'un autre ministre souhaite obtenir des informations, qu'il les demande par l'intermédiaire du ministre de la Justice. Actuellement, des services douaniers américains sont à pied d'œuvre dans le port d'Anvers. Ils recueillent un nombre important de renseignements auprès de divers services publics belges (police, armée, douanes, ...). Ces informations ne peuvent pas continuer à circuler et elles doivent être transmises aux deux ministres de tutelle.

minister van Justitie nooit kan gepasseerd worden. Het is onaanvaardbaar dat een andere minister zich rechtstreeks tot de Veiligheid van de Staat wendt.

De heer Delepière verklaart dat de controle van het Comité I per geval plaats heeft. Het comité tracht uit zijn gerichte onderzoeken de algemene werkingsregels af te leiden. Het systeem waardoor andere ministers informatie krijgen van de inlichtingendiensten is niet duidelijk. In sommige gevallen ontvangen ze de informatie rechtstreeks en in andere gevallen via de toezichthoudende minister. Het lijkt hem inderdaad aangewezen dat het ministerieel comité richtlijnen terzake vastlegt. Overeenkomstig de wet, moeten de diensten de overheden of personen die bedreigd kunnen worden, ervan op de hoogte brengen. De manier waarop dat moet gebeuren staat niet duidelijk vast. Het Comité I heeft extreme gevallen gezien, zoals het geval van Soetkin Collier. In andere gevallen verloopt alles op de normale wijze en informeert de minister van Justitie de andere overheden.

De eerste spreker stelt dat dat informatie in de regel altijd via de minister van Justitie dient te verlopen. In de zaak Lernaut & Hauspie, de zaak Collier, de zaak Ford Genk en de 13 gevallen die het Comité I in zijn jaarverslag aanhaalt, wordt informatie echter rechtstreeks aan andere ministers meegedeeld. Dit is in strijd met de organieke wet op de inlichtingendiensten.

De heer Pétry, vertegenwoordiger van de minister van Justitie, gaat ervan uit dat informatie in principe via de minister van Justitie kan worden meegedeeld. Enkel via het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid kan beslist worden om andere ministers te informeren. De minister is het eens met de opmerking van vorige spreker.

Een ander spreker vindt dit probleem belangrijk genoeg om het ten gronde uit te spitten. Het probleem is dat in het verleden sommige ministers rechtstreeks informatie konden vragen en andere niet aan de inlichtingendiensten. Het rechtstreeks verschaffen van informatie van inlichtingen aan andere diensten kan de minister van Justitie overigens in moeilijkheden brengen want hij is politiek verantwoordelijk voor zijn diensten. Wanneer een andere minister dus informatie wenst, lijkt het hem aangewezen dat dit gebeurt via de minister van Justitie. Op dit ogenblik werken Amerikaanse douanediensten in de Antwerpse haven. Deze dienst verzamelt heel wat informatie bij verschillende Belgische overheidsdiensten (politie, leger, douane, ...). Deze informatie mag niet blijven circuleren maar moet bij de twee voogdijministers terechtkomen.

L'intervenant précédent renvoie à cet égard à l'affaire Walid Khaled. Le fait que personne ne savait exactement qui était au courant de quoi, a mis le ministre dans une situation impossible, dès lors qu'il était politiquement responsable du fonctionnement de la Sûreté de l'État. Cela n'a en outre fait qu'aggraver le problème de l'exercice des missions légales des services de renseignement.

Un troisième intervenant demande des précisions au sujet du rôle du ministre de la Justice : doit-il filtrer les informations qui sont transmises aux autres ministres ou n'est-il que la boîte aux lettres chargée par la loi de les transmettre sans plus ?

L'intervenant suivant souligne qu'il est en tout cas nécessaire que les informations soient transmises par l'intermédiaire du ministre de la Justice. Dans le passé, le ministre de la Justice n'avait en tout cas pas le pouvoir de filtrer les informations. Il faisait office de simple boîte aux lettres et était dès lors au courant de la demande et de la réponse éventuelle.

Un membre fait remarquer que l'octroi d'une telle compétence au ministre de la Justice résulte d'une option politique. En Belgique, on a créé le comité ministériel pour éviter qu'un seul ministre dispose de toutes les informations et décide finalement qui peut avoir accès à quelles informations. Le Parlement doit, selon lui, désigner le comité ministériel en tant qu'organe compétent pour décider qui aura accès à quelles informations.

Un autre membre souligne que la loi organique des services de renseignement dispose que les autorités compétentes peuvent recueillir des informations en fonction des objectifs énumérés dans la loi. En tout cas, le ministre exerce un contrôle marginal de légalité et non pas un contrôle d'opportunité. La décision de donner au comité ministériel les pleins pouvoirs pour statuer sur l'accès à l'information est une décision politique. Dans l'affaire Collier, le ministre de la Justice aurait parfaitement pu interdire la transmission des informations dont la Sûreté de l'État disposait, au motif que celles-ci n'étaient pas pertinentes par rapport aux faits. L'intervenant souligne que la Belgique est de surcroît un État fédéral. Or, dans l'affaire Collier, des informations ont été transmises à un ministre de la Communauté française. Les divers gouvernements que compte le pays peuvent-ils tous charger la Sûreté de l'État d'accomplir des missions et lui demander des informations, sans passer par le ministre fédéral de la Justice ?

M. Delepière explique que le Comité R n'a jamais pu constater qu'un ministre se soit adressé directement à la Sûreté de l'État. Dans l'affaire Lernaut & Hauspie, le ministre des Affaires économiques a déclaré qu'il était intéressé d'avoir des contacts avec la Sûreté de l'État. C'était uniquement une déclaration de principe, sans concréétisation. Il n'y a toutefois pas de contrôle systématique possible sur cette situa-

De vorige spreker verwijst in dit verband naar de zaak Walid Khaled. Het feit dat niemand precies wist wie van wat op de hoogte was, brengt de minister van Justitie, die politiek verantwoordelijk is voor de werking van de Veiligheid van de Staat in een onmogelijk parket. Bovendien vergroot dit het probleem in verband met de wettige uitoefening van de opdrachten van de inlichtingendiensten.

Een derde spreker wat dan de precieze rol is van de minister van Justitie : moet hij de gevraagde informatie die aan de andere ministers wordt doorgegeven filteren of is hij gewoon de door de wet aangewezen brievenbus die die informatie doorgeeft ?

Een volgend spreker onderstrept dat het in elk geval noodzakelijk is dat de doorstroming van de informatie via de minister van Justitie verloopt. In het verleden had de minister van Justitie in elk geval niet de bevoegdheid om de informatie te filteren maar was hij enkel de brievenbus die op de hoogte was van de vraag en het eventuele antwoord.

Een lid wijst dat het de bevoegdheid die aan de minister van Justitie geeft een politieke optie is. In België heeft men het ministerieel comité gecreëerd zodat niet één minister over alle informatie beschikt, die dan beslist wie welke informatie krijgt. Het Parlement moet, zijns inziens, het ministerieel comité aanwijzen als het bevoegd orgaan om te beslissen wie welke informatie krijgt.

Een ander lid wijst er op dat de organieke wet op de inlichtingendiensten voorschrijft dat informatie kan worden ingewonnen in functie van de in de wet opgesomde doelstellingen, door de bevoegde overheden. In elk geval heeft de minister een marginale legaliteitscontrole, geen opportunitetscontrole. Beslissen dat het ministerieel comité volle beslissingsbevoegdheid heeft, is een politieke beslissing. De minister van Justitie had in de zaak Collier perfect kunnen verbieden dat de informatie, waarover de Veiligheid van de Staat beschikte, werd doorgegeven omdat deze niet relevant was ten aanzien van de feiten. Spreker wijst er op dat België bovendien een gefederaliseerd land is. In de zaak Collier is de informatie meegedeeld aan een minister van de Franstalige Gemeenschap. Kunnen al de regeringen van dit land opdrachten geven aan de Veiligheid van de Staat en informatie vragen, zonder via de federale minister van Justitie te passeren ?

De heer Delepière wijst erop dat het Comité I nooit heeft vastgesteld dat een minister zich rechtstreeks tot de Veiligheid van de Staat heeft gewend. In de zaak Lernaut & Hauspie heeft de minister van Economische Zaken verklaard dat hij graag contact had gehad met de Veiligheid van de Staat. Dat was slechts een principeverklaring die niet in daden is omgezet. Het is echter niet mogelijk op die feiten systematische con-

tion parce que le Comité R n'est pas compétent pour contrôler les ministres. Le Comité R peut uniquement constater cette communication d'information par hasard, à travers une enquête de contrôle.

C'est pour cette raison que le Comité R plaide dans son rapport annuel pour la création d'une autorité chargée de la coordination efficace des flux d'information, et cela aussi bien des demandes aux services que des réponses.

Un membre fait remarquer qu'il est évident que certains ministres, autres que le premier ministre et les ministres de la Défense et de la Justice, ont parfois besoin de certaines informations des services de renseignement. C'est également le cas pour certains ministres régionaux, notamment les présidents d'exécutifs régionaux. Ce seront, par exemple, les ministres régionaux en charge des cultes qui vont devoir reconnaître la liste des mosquées. Il est clair qu'il faut pouvoir demander un avis à la Sûreté de l'État sur chaque mosquée. Est-ce que ce ministre régional responsable doit s'adresser au ministre de la Justice ou va-t-il pouvoir s'adresser directement à la Sûreté de l'État ? La question de l'information de certains ministres régionaux est donc importante.

Il estime également qu'il ne faut pas qu'un seul ministre fédéral reçoive la totalité des informations sur les menaces qui pèsent sur la sécurité de l'État. Il est important que le ministre de la Justice reçoive tout mais que le premier ministre ait copie de tout également. Il est également important qu'un ministre régional puisse s'adresser à la Sûreté de l'État en passant soit par le premier ministre soit par le ministre de la Justice. Il pense qu'il est assez logique que les ministres-présidents passent par le premier ministre pour avoir les informations.

Un autre intervenant résume le problème comme suit. Le Parlement a le droit de contrôler si la loi organique des services de renseignement est appliquée correctement. La réponse à la question de savoir si le Comité R peut contrôler le déroulement des flux d'information est négative. L'impossibilité d'exercer un contrôle quelconque sur le flux d'information pose problème. Cela ne signifie pas forcément qu'il y ait des abus. Mais l'impossibilité d'exercer un contrôle de la légalité des canaux d'information empêche de vérifier la bonne application de la loi organique. Ce problème doit être signalé par les commissions chargées du suivi. Il faut trouver une solution dans le cadre de la loi organique des services de renseignement et toujours associer les deux ministres compétents aux efforts en ce sens, et il ne faut pas oublier qu'une série de compétences en matière de sûreté publique ont été régionalisées.

trole toe te passen aangezien het Comité I niet bevoegd is om de ministers te controleren. Het Comité I kan alleen toevallig vaststellen dat er informatie is doorgegeven, wanneer dat blijkt uit een controleonderzoek.

Daarom pleit het Comité I in zijn jaarverslag voor de oprichting van een autoriteit belast met de efficiënte coördinatie van de informatiestromen, waarmee dan zowel de aanvragen aan de diensten worden bedoeld als de antwoorden erop.

Een lid merkt op dat het duidelijk is dat er, naast de eerste minister en de ministers van Landsverdediging en van Justitie, een aantal andere ministers zijn die soms informatie nodig hebben van de inlichtingendiensten. Dat geldt ook voor bepaalde gewestministers en meer bepaald voor de voorzitters van de gewestregeringen. De gewestministers die belast zijn met de erediensten bijvoorbeeld, moeten de lijst van moskeeën goedkeuren. Het is duidelijk dat zij de Veiligheid van de Staat moeten kunnen vragen om een advies over elke moskee. Moet de verantwoordelijke gewestminister zich dan tot de minister van Justitie wenden, of kan hij zijn vraag rechtstreeks tot de Veiligheid van de Staat richten ? De kwestie van het verstrekken van inlichtingen aan bepaalde gewestministers is dus belangrijk.

Hij vindt ook dat de volledige informatie over de bedreiging van de staatsveiligheid niet bij één minister mag berusten. Het is belangrijk dat de minister van Justitie alles ontvangt maar ook de eerste minister dient van alles kopie te krijgen. Ook is het belangrijk dat een gewestminister zich tot de Veiligheid van de Staat kan wenden via de eerste minister of via de minister van Justitie. Volgens hem is het vrij logisch dat de ministers-presidenten om informatie vragen via de eerste minister.

Een volgende spreker vat het probleem als volgt samen. Het Parlement heeft het recht om te controleren of de organieke wet op de inlichtingendiensten correct wordt toegepast. Op de vraag of het Comité I het verloop van de informatiestromen kan controleren moet het neen antwoorden. Als er geen controle mogelijk is op de informatiestroom, rijst er een probleem. Dit betekent niet noodzakelijk dat er misbruiken zijn. Het feit echter dat het toezicht op de wettigheid van de informatiekanalen onmogelijk is, verhindert de controle op de correcte toepassing van de organieke wet. Dit probleem moet door de begeleidingscommissies worden gesigneerd. Een oplossing moet gevonden worden in het kader van de organieke wet op de inlichtingendiensten waarbij de twee bevoegde ministers altijd betrokken moeten worden en waarbij rekening moet worden gehouden met de regionalisering van een aantal bevoegdheden inzake de openbare veiligheid.

Un membre fait remarquer qu'en Belgique, on consacre généralement trop peu d'attention aux informations qui sont également disponibles dans d'autres services publics. Il pense en l'espèce aux informations dont disposent les services douaniers ou, par exemple, les services du ministère des Affaires économiques.

Un autre membre dit partager ce point de vue. Grâce à ses officiers de liaison à l'étranger, le SGRS dispose parfois d'informations essentielles concernant la sécurité de notre pays, qui ne sont pourtant pas communiquées à la Sûreté de l'État. Il y a donc un problème structurel d'échange d'informations essentielles entre l'ensemble des services publics.

M. Delepierre souscrit pleinement à ce point de vue. La notion de «fonction de police» existe et divers fonctionnaires ont un pouvoir de police, bien que l'on ne trouve aucune trace d'aucune notion de ce type au niveau du renseignement. Cela entraîne deux conséquences, dont la première réside dans l'absence de contrôle sur les renseignements qui sont parfois recueillis par divers services publics. La seconde réside dans le fait que la collecte de ces renseignements échappe à tout contrôle. Il convient de soulever ce problème et d'en souligner l'urgence.

### **III. DISCUSSION DES DIFFÉRENTS CHAPITRES DU RAPPORT ANNUEL**

#### **A. Titre I<sup>er</sup>. Introduction**

##### **1. Question et remarques des membres sur les divergences de vues entre les services de renseignement au sujet du terrorisme**

En ce qui concerne la coopération entre la Sûreté de l'État et le Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS), un membre constate qu'après le 11 septembre 2001, des tensions sont apparues entre les deux services à propos du suivi de l'activité islamiste, fondamentaliste et terroriste en Belgique. Selon le Comité R, les divergences en la matière entre les visions stratégiques des deux services de renseignement constituent un problème structurel. L'intervenant souhaite savoir sur quoi portent les divergences de vues entre ces deux services. Ces divergences risquent d'entraîner une évaluation différente, par les services, de la menace que constitue l'islamisme.

Ces constatations du Comité R amènent à conclure qu'il faut d'urgence coordonner et diriger réellement l'action des services de renseignement. Il estime donc que les commissions du suivi devront à nouveau insister expressément pour que le Comité R soit informé des décisions du Comité ministériel et du Collège du renseignement et de la sécurité.

Een lid merkt op dat in België in het algemeen te weinig aandacht wordt besteed aan de informatie die ook in andere overheidsdiensten beschikbaar is. Hij denkt hierbij aan de informatie waarop de douane-diensten beschikken of, bijvoorbeeld, op de diensten van het ministerie van Economische Zaken.

Een ander lid treedt dit standpunt bij. De ADIV beschikt via zijn verbindingsofficieren in het buitenland soms over essentiële informatie die de veiligheid van ons land betreft die niet wordt meegedeeld aan de Veiligheid van de Staat. Er bestaat dus een structureel probleem van uitwisseling van essentiële informatie tussen alle overheidsdiensten.

De heer Delepierre onderschrijft deze mening volledig. De notie «politiefunctie» bestaat en verschillende ambtenaren beschikken over politiebevoegdheid terwijl een dergelijk begrip niet bestaat op het niveau van de inlichtingen. Dit heeft twee gevolgen. In de eerste plaats bestaat er geen enkel toezicht op de inlichtingen die door diverse overheidsdiensten soms worden verzameld. In de tweede plaats wordt er op het inwinnen van die inlichtingen geen enkel toezicht uitgeoefend. Het is van belang om dit probleem op te werpen en de urgentie ervan te onderstrepen.

### **III. BESPREKING VAN DE VERSCHILLENDEN HOOFDSTUKKEN VAN HET JAARVERSLAG**

#### **A. Titel I. Inleiding**

##### **1. Vragen en opmerkingen van deleden over het verschil in visie inzake terrorisme van de inlichtingendiensten**

Wat de samenwerking tussen de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst inlichting en veiligheid (ADIV) betreft, stelt een lid vast dat er na 11 september 2001 spanningen ontstaan zijn tussen beide diensten met betrekking tot de opvolging van de islamistische, fundamentalistische en terroristische activiteit in België. Volgens het Comité I vormen de uiteenlopende strategische visies van de beide inlichtingendiensten over deze materie een structureel probleem. Hij wenst te vernemen wat het verschil in visie is tussen deze diensten. Deze verschillende visies houden het gevaar in dat de diensten de dreiging van het islamisme niet even hoog inschattingen.

Deze vaststellingen van het Comité I nopen tot de conclusie dat een werkelijke coördinatie en aansturing van de inlichtingendiensten broodnodig is. Hij meent derhalve dat de begeleidingscommissies opnieuw zeer uitdrukkelijk zullen moeten aanbevelen dat het Comité I geïnformeerd wordt over de beslissingen van het ministerieel comité en het College voor de inlichtingen en de veiligheid.

Un deuxième intervenant souhaite connaître avec précision la manière dont est organisée la coordination entre les deux services de renseignement.

Un troisième intervenant estime qu'il est impossible de séparer totalement les compétences des deux services. Certains chevauchements sont donc inévitables.

Par ailleurs, l'intervenant ne voit pas d'objection de principe à ce que les interprétations des deux services de renseignement diffèrent de temps à autre. En effet, ils envisagent une même réalité à partir de points de vue différents, à la lumière de leurs missions légales respectives.

Enfin, le membre estime que les services de renseignement doivent être coordonnés au niveau gouvernemental; il faut éviter à tout prix de donner l'impression qu'une fusion des services concernés résoudrait les problèmes.

Enfin, un membre demande ce qu'il en est du contrôle exercé par les services de renseignement sur certaines mosquées radicales.

## 2. Réponses du Comité permanent R

À la question relative aux visions stratégiques divergentes des deux services de renseignement, M. Delepière répond que la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité a attribué des missions différentes aux deux services. En vertu de cette répartition légale des compétences, le SGRS n'intervient que si des intérêts militaires sont en jeu, en d'autres termes, s'il existe une menace contre des installations ou des intérêts militaires en Belgique ou s'il existe des risques pour des missions militaires étrangères.

En application de ce principe, le SGRS a limité initialement ses activités concernant l'islamisme à l'analyse des données mises à disposition, notamment par la Sûreté de l'État. Cependant, après le 11 septembre 2001, le terrorisme est devenu une menace réelle et le SGRS a commencé à recueillir activement des informations.

Un des éléments qui ont joué un rôle en la matière est sans aucun doute l'affaire de *Kleine Brogel*. L'arrestation de M. Trabelsi a permis de déjouer les plans visant à commettre un attentat terroriste contre la base militaire de *Kleine Brogel*. Les autorités militaires ont été les dernières informées de ces projets d'attentat. Il est dès lors compréhensible qu'elles aient décidé que le SGRS devait développer ses propres sources d'information.

La représentante de la ministre de la Justice précise que conformément à l'article 29 du livre I<sup>e</sup> du Code d'instruction criminelle, la Sûreté de l'État a transmis ses constatations dans l'affaire de *Kleine Brogel* aux autorités judiciaires. En application de l'article 56 de

Een tweede interveniënt wenst een duidelijke uitleg over de organisatie van de coördinatie tussen de beide inlichtingendiensten.

Een derde spreker meent dat het onmogelijk is de bevoegdheden van de beide diensten volledig van elkaar te scheiden. Bepaalde overlappenden zijn dus onvermijdelijk.

Daarnaast heeft de spreker geen principieel bezwaar tegen het feit dat de interpretaties van de beide inlichtingendiensten soms verschillen. Zij bekijken eenzelfde werkelijkheid immers van uit een verschillende invalshoek, in het licht van hun respectieve wettelijke opdrachten.

Ten slotte meent het lid dat de inlichtingendiensten op het niveau van de regering moeten gecoördineerd worden waarbij te allen prijs moet vermeden worden de indruk te wekken als zou een fusie van de betrokken diensten de problemen oplossen.

Een lid vraagt ten slotte naar de stand van zaken betreffende het toezicht van de inlichtingendiensten op een aantal radicale moskeeën.

## 2. Antwoorden van het Vast Comité I

Op de vraag inzake de uiteenlopende strategische visies van de twee inlichtingendiensten, antwoordt de heer Delepière dat de wet van 30 november 1998 houdende regeling van inlichtingen- en veiligheidsdiensten beide diensten verschillende opdrachten heeft toegewezen. Krachtens deze wettelijke bevoegdhedenverdeling treedt de ADIV slechts op in zoverre er militaire belangen in het geding zijn, dat wil zeggen wanneer er een dreiging is voor de militaire installaties of belangen in België of wanneer er risico's zijn voor buitenlandse militaire opdrachten.

Met toepassing van dit beginsel beperkte de ADIV zijn activiteiten met betrekking tot het islamisme initieel tot het analyseren van de — mede door de Veiligheid van de Staat — ter beschikking gestelde gegevens. Na 11 september 2001 vormde het terrorisme echter een reële dreiging en is ADIV begonnen met het actief inzamelen van informatie.

Een van de elementen die hierin meespeelde is ongetwijfeld de «zaak-Kleine Brogel». De plannen om een terroristische aanslag te plegen op de militaire basis van Kleine Brogel zijn verijdeld door de arrestatie van de heer Trabelsi. De militaire overheden werden pas als laatste geïnformeerd over de plannen voor deze aanslag. Het is dan ook begrijpelijk dat de militaire overheden beslist hebben dat de ADIV eigen informatiebronnen diende te ontwikkelen.

De vertegenwoordiger van de minister van Justitie, verduidelijkt dat de Veiligheid van de Staat — overeenkomstig artikel 29 van Boek I van het Wetboek van Strafvordering — zijn bevindingen in de «zaak-Kleine Brogel» aan de gerechtelijke overhe-

ce même Code, le juge d'instruction a invoqué ensuite le secret de l'instruction. De ce fait, il n'a plus été possible d'informer le SGRS. Cet incident a abouti au projet de loi modifiant l'article 56 du Code d'instruction criminelle, qui a été adopté le 13 mai 2004 par la Chambre des représentants. Désormais, dans pareils cas, le magistrat sera tenu d'informer le ministre.

M. Delepière ajoute que les services de renseignement doivent informer de l'existence d'une éventuelle menace à la fois les autorités judiciaires et l'institution ou la personne qui en fait l'objet. Cela nécessite une mise en balance permanente des intérêts, d'une part, de l'État de droit et, d'autre part, de l'institution ou de la personne visée par une menace déterminée. Étant donné que les services de renseignement ne sont pas équipés pour ce faire, il semble également indiqué de développer à cette fin une structure qui chapeautera les deux services de renseignement et qui sera en mesure de décider qui il faut informer et de quoi.

Un autre élément est intervenu dans la décision de développer des initiatives propres en ce domaine: l'analyse que le SGRS faisait des informations recueillies ne correspondait pas toujours à celle faite par la Sûreté de l'État.

La loi n'a pas tracé de façon très précise la délimitation des compétences entre les deux services de renseignement et le SGRS n'a peut-être pas toujours saisi clairement les limites de sa nouvelle compétence. En conséquence, il y a inévitablement des chevauchements entre les deux services de renseignement mais aussi entre les services de renseignement et les services de police. Tout cela illustre à souhait la recommandation faite par le Comité R selon laquelle il convient de créer une autorité supérieure habilitée à prendre des décisions. Il n'est pas bon de laisser les services eux-mêmes prendre ce genre de décisions.

Les services se réunissent régulièrement entre eux, mais les agents qui recueillent des informations ne savent pas ce que fait l'autre service. La collaboration n'est que ponctuelle, parce qu'il n'existe pas de structure capable de régler une véritable collaboration.

Un membre ayant souligné que cette situation peut donner lieu à des malentendus sur le terrain, M. Delepière répond qu'une enquête de contrôle a montré que cela ne peut pas être exclu.

En réponse aux différentes questions sur la coordination entre les deux services de renseignement, Mme Vandernacht, la représentante de la ministre de la Justice, donne l'aperçu suivant de la structure de coordination existante :

— le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité, placé sous la présidence du premier ministre;

den overgemaakt heeft. Met toepassing van artikel 56 van ditzelfde Wetboek heeft de onderzoeksrechter vervolgens het geheim van het gerechtelijk onderzoek ingeroepen. Zodoende kon de ADIV niet meer op de hoogte gebracht worden. Dit incident vormde de aanleiding tot het wetsontwerp tot wijziging van artikel 56 van het Wetboek van Strafvordering dat op 13 mei 2004 door de Kamer van volksvertegenwoordigers werd aangenomen. Voortaan zal in dergelijke gevallen de magistraat verplicht zijn de minister in te lichten.

De heer Delepière voegt daaraan toe dat de inlichtingendiensten zowel de gerechtelijke overheden als de bedreigde instelling of persoon van een eventuele dreiging op de hoogte dienen te brengen. Dit vergt een voortdurend afwegen van de belangen van de rechtsstaat ten aanzien van deze van de instelling of de persoon tegen wie een bepaalde dreiging gericht is. Aangezien de inlichtingendiensten daarvoor niet zijn uitgerust, lijkt het ook aangewezen om daarvoor een structuur te ontwerpen die de beide inlichtingendiensten overstijgt en die kan beslissen wie waarover ingelicht wordt.

Een ander element dat meespeelde bij de ontwikkeling van eigen initiatieven op dit domein was dat de analyse van de ADIV van de ingewonnen informatie soms niet overeenstemde met deze van de Veiligheid van de Staat.

De wettelijke bevoegdheidsafbakening tussen de beide inlichtingendiensten is niet haarscherp te trekken en mogelijk heeft de ADIV niet altijd duidelijk de grenzen van zijn nieuwe bevoegdheid ingeschat. Hierdoor ontstonden onvermijdelijke overlappen tussen beide inlichtingendiensten maar ook tussen de inlichtingendiensten en de politiediensten. Dit alles illustreert ten overvloede de aanbeveling van het Comité I dat er een hogere autoriteit zou moeten worden opgericht die beslissingen kan nemen. Het is niet goed om dergelijke beslissingen te laten nemen door de diensten zelf.

De diensten vergaderen regelmatig met elkaar maar de agenten die inlichtingen inwinnen weten niet wat de andere dienst doet. Er is enkel punctuele samenwerking omdat er geen structuur bestaat die een dergelijke samenwerking kan regelen.

Op de opmerking van een lid dat dit op het terrein tot misverstanden kan leiden antwoordt de heer Delepière dat uit een toezichtsonderzoek blijkt dat dit niet kan worden uitgesloten.

In antwoord op de verschillende vragen nopens de coördinatie tussen de beide inlichtingendiensten geeft mevrouw Vandernacht, vertegenwoordigster van de minister van Justitie, het volgende overzicht van de bestaande coördinatiestructuur:

— het Comité voor inlichting en veiligheid onder voorzitterschap van de eerste minister;

— le Collège du renseignement et de la sécurité, qui se réunit en principe tous les mois — ou plus souvent si cela s'avère nécessaire — pour préparer les dossiers du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité;

— le Groupe interforces antiterroriste (GIA), qui reçoit des données tant des services de renseignement que des services de police et qui les analyse à la lumière d'une éventuelle menace terroriste.

La ministre estime qu'un organe de coordination supplémentaire n'est pas vraiment nécessaire. On peut toutefois envisager d'encore renforcer la structure existante. Après les attentats du 11 septembre 2001, le cadre du GIA a été renforcé, de sorte qu'il est désormais pleinement opérationnel.

En ce qui concerne le rôle des services de renseignement en cas d'attentat terroriste, M. Delepière souligne que ces services ne sont pas censés intervenir eux-mêmes, mais que leur tâche consiste à analyser les informations recueillies pour que la menace puisse être évaluée. Il attire l'attention sur l'important rôle de coordination que joue le parquet fédéral en cas de menace imminente.

La représentante de la ministre de la Justice ajoute que le parquet fédéral reçoit et étudie les analyses de la Sûreté de l'État et du SGRS, pour prendre ensuite, si nécessaire, la décision de passer à l'action.

Pour ce qui est du contrôle exercé par les deux services de renseignement sur les mosquées, M. Vande Walle, conseiller au Comité R, précise que les enquêtes du Comité permanent R ne sont pas encore clôturées. M. Delepière déclare que les deux services de renseignement recueillent des informations d'une manière essentiellement indirecte, à savoir par l'intermédiaire d'informateurs. Selon lui, ces deux services risquent, à cet égard, de faire appel aux mêmes personnes.

### 3. Conclusions

Un membre déclare avoir compris que le rôle de coordination que joue le parquet fédéral en cas de menace terroriste imminente dénote une évolution positive.

Les problèmes qui opposent les deux services de renseignement se situent dans la phase qui précède, dans la mesure où une analyse différente des informations recueillies donne lieu à une appréciation différente de la menace.

Reste donc la question de savoir s'il y a lieu de prendre des initiatives législatives pour permettre au Comité permanent R d'être informé officiellement des décisions prises par les instances de coordination.

Un autre membre souhaite savoir dans quelle mesure le Comité R estime qu'il est nécessaire de légis-

— het College voor inlichting en veiligheid, dit college komt in principe maandelijks — of vaker wanneer nodig — bijeen om de dossiers van het Comité voor inlichting en veiligheid voor te bereiden;

— de Antiterroristische Gemengde Groep (AGG) ontvangt gegevens van zowel de inlichtingen- als van de politiediensten en analyseert deze met het oog op een eventuele terroristische dreiging.

Voor de minister lijkt een bijkomend coördinatieorgaan niet echt nodig. Wel kan overwogen worden om de huidige structuur verder te versterken. Na de aanslagen van 11 september 2001 werd de personeelsformatie van de AGG versterkt zodat die nu op volle kracht werkt.

Met betrekking tot de rol van de inlichtingendiensten bij een terroristische aanslag benadrukt de heer Delepière dat deze diensten niet geroepen zijn om zelf op te treden maar dat hun taak erin bestaat de ingewonnen inlichtingen te analyseren zodat de dreiging kan ingeschat worden. Hij wijst op de belangrijke coördinerende rol van het Federaal parket bij imminente dreiging.

De vertegenwoordiger van de minister van Justitie voegt daarvan toe dat het federaal parket de analyses van zowel de Veiligheid van de Staat als de ADIV ontvangt, deze bestudeert en daarna — desgevallend — de beslissing neemt om tot actie over te gaan.

Aangaande het toezicht van de twee inlichtingendiensten op de moskeeën verduidelijkt de heer Vande Walle, raadsheer van het Comité I, dat de onderzoeken van het Vast Comité I nog niet zijn afgerond. De heer Delepière stelt dat de beide inlichtingendiensten in hoofdzaak op een onrechtstreekse manier inlichtingen inwinnen — dat wil zeggen door middel van informant. Volgens hem bestaat het risico dat de beide diensten daarvoor op dezelfde personen beroep doen.

### 3. Besluiten

Volgens een lid is de coördinerende rol van het federaal parket bij onmiddellijke dreiging van terrorisme een positieve evolutie.

De problemen tussen beide inlichtingendiensten zijn te situeren in de voorafgaande fase : verschillende analyse van de ingewonnen informatie leidt tot een verschillende inschatting van de dreiging.

Blijft dus nog de vraag of wetgevend werk nodig is opdat het Vast Comité I officieel in kennis zou gesteld worden van de beslissingen van de coördinatieinstanties.

Een ander lid wenst te vernemen in hoeverre het Comité I wetgevend werk überhaupt noodzakelijk

férer. Peut-être suffirait-il, en effet, que le Comité R participe aux réunions du Collège du renseignement et de la sécurité.

Un troisième membre s'enquiert de la procédure suivie concrètement au cours de la préparation des dossiers qui sont soumis au Comité ministériel du renseignement et de la sécurité.

Il aimeraient également savoir qui, dans les faits, est informé d'une menace étrangère.

M. Delepière estime qu'il n'est pas recommandé d'introduire une nouvelle législation concernant la répartition des compétences entre les deux services de renseignement.

Il répète que, selon le Comité R, il faut créer une instance de coordination chargée de réceptionner les renseignement et les analyses de la Sûreté de l'État et du SGRS. Le Comité R estime surtout qu'on peut améliorer les choses pour ce qui est de la communication des renseignements. Actuellement, les ministres reçoivent des analyses des services de renseignement, mais pas de synthèses permettant de dégager des aperçus globaux. Une instance de coordination pourrait synthétiser les données disponibles en connaissance de cause, ce qui permettrait aux ministres responsables d'obtenir des informations plus utilisables. Il n'est pas négatif en soi que les services de renseignement effectuent plusieurs analyses, mais il manque une instance qui puisse regrouper, comparer et synthétiser celles-ci et, le cas échéant, demander des informations complémentaires. Une telle instance pourrait également désamorcer les tensions entre les services.

M. Delepière précise en outre que le Comité R n'a pas été informé officiellement des décisions des diverses instances coordinatrices. Il ne paraît toutefois pas indiqué que le Comité R participe aux réunions du Collège du renseignement et de la sécurité. En tant qu'organe de contrôle, le comité peut difficilement être à la fois juge et partie.

Il n'empêche que le Comité R devrait être informé officiellement des décisions des instances coordinatrices. L'intervenant souligne cependant que la loi organique du contrôle des services de police et de renseignement du 18 juillet 1991 limite la mission du Comité R à la surveillance des deux services de renseignement.

La représentante de la ministre de la Justice estime elle aussi qu'il ne serait pas opportun de faire participer le Comité permanent R aux réunions du Collège du renseignement et de la sécurité. Elle pense en revanche qu'il faut mettre en place un échange de données entre ces deux instances.

M. Delepière fait observer que, pour autant qu'il sache, il n'est pas d'usage de rédiger des rapports de

acht. Misschien volstaat het immers dat het Comité I aan de vergaderingen van het College voor inlichting en veiligheid zou kunnen deelnemen.

Een derde lid informeert naar de concrete procedure die gevuld wordt bij de voorbereiding van dossiers die aan het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid worden voorgelegd.

Tevens wenst hij te vernemen wie *in concreto* van een buitenlandse dreiging op de hoogte gebracht wordt.

De heer Delepière meent dat nieuwe wetgeving op het vlak van de bevoegdhedenverdeling tussen de twee inlichtingendiensten niet aangewezen lijkt.

Hij herhaalt dat volgens het Comité I een overkoepelende instantie nodig is die de inlichtingen en de analyses van zowel de Veiligheid van de Staat als van de ADIV ontvangt. Het Comité I meent dat vooral de communicatie van de inlichtingen kan verbeterd worden. Op dit ogenblik ontvangen de ministers analyses van de inlichtingendiensten maar geen syntheses die een globaal overzicht geven. Een overkoepelende instantie zou de beschikbare gegevens met kennis van zaken kunnen synthetiseren waardoor de verantwoordelijke ministers meer bruikbare informatie ontvangen. Op zich is het geen negatief gegeven dat de inlichtingendiensten verschillende analyses maken; er ontbreekt een instantie die deze analyses groepeert, vergelijkt, synthetiseert en desgevallend bijkomende informatie vraagt. Tegelijk zou een dergelijke instantie de spanningen tussen de diensten kunnen verminderen.

Voorts preciseert de heer Delepière dat het Vast Comité I officieel niet op de hoogte gebracht wordt van de beslissingen van de verschillende coördinerende instanties. Een deelname van het Comité I aan de vergaderingen van het College voor inlichting en veiligheid lijkt echter niet aangewezen. Het comité kan als controleorgaan moeilijk tegelijk als rechter en partij optreden.

Dit belet niet dat het Comité I officieel van de beslissingen van de coördinerende instanties zou moeten worden ingelicht. Hij wijst er evenwel op dat de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten de taak van het Comité I beperkt tot het toezicht op de beide inlichtingendiensten.

De vertegenwoordigster van de minister van Justitie vindt het evenmin een goed idee om het Vast Comité I aan de vergaderingen van het College voor inlichting en veiligheid te laten deelnemen. Zij is daarentegen wel van mening dat er een gegevensstroom moet komen tussen deze beide instanties.

De heer Delepière wijst erop dat het — voor zover hij weet — niet gebruikelijk is om van dergelijke ver-

ces réunions. Il ne peut dès lors que souscrire à la suggestion de l'intervenante précédente, pour autant que le Comité permanent R reçoive toutes les données.

M. De Smedt estime lui aussi qu'il n'est pas indiqué que le Comité permanent R participe aux réunions en question, étant donné qu'il joue, sur ce plan, un rôle plus informel qu'actif. Par contre, il se pourrait qu'un changement de mentalité suffise à améliorer la collaboration dans ce domaine extrêmement sensible.

Si tout cela s'avérait insuffisant, il faudrait prévoir, pour les services de renseignement, une obligation à respecter sous peine de sanctions, pareille à celle que doivent remplir les services de police en vertu des articles 44/1 à 44/11 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

La représentante de la ministre de la Justice précise que les cellules stratégiques des ministres concernés préparent les dossiers et les soumettent ensuite au Collège du renseignement et de la sécurité. Le président de la cellule stratégique du premier ministre y fait office de coordinateur.

L'intervenante ajoute qu'en cas de menace signalée par un service étranger, les services de renseignement informent la ministre de la Justice. On prévient ensuite le centre de crise du gouvernement. Celui-ci analyse les données à la lumière d'une menace éventuelle concernant le territoire belge et ordonne ensuite les actions nécessaires.

M. De Smedt souligne que le Comité permanent R n'est pas en mesure de vérifier si ce système fonctionne correctement, puisqu'il n'est pas compétent pour le contrôle du centre de crise du gouvernement.

M. Delepière ajoute que les services de renseignement interprètent l'article 33 de la loi du 18 juillet 1991 de manière extrêmement restrictive. Il serait dès lors particulièrement utile que le Comité permanent R soit informé — éventuellement *a posteriori* — des procédures suivies et des décisions prises.

## B. Enquêtes de contrôle à la requête du Parlement ou des ministres

### Chapitre I<sup>er</sup>

*La protection du potentiel scientifique ou économique du pays : le rôle des services de renseignement privés et publics*

#### 1. Questions et remarques des membres

Un membre craint que les missions de protection qui sont confiées à la Sûreté de l'État ne nécessitent de

gaderingen verslagen op te stellen. Hij kan de suggestie van de vorige spreekster dan ook slechts onderschrijven voor zover het Vast Comité I alle gegevens ontvangt.

De heer De Smedt acht het evenmin aangewezen dat het Vast Comité I van het bovenomschreven college deel zou uitmaken: de rol van dit Vast Comité is op dit vlak immers eerder informeel dan actief. Een mentaliteitswijziging zou daarentegen kunnen volstaan om de samenwerking op dit uiterst gevoelig vlak vlot te laten verlopen.

Indien dit toch onvoldoende zou blijken, zou er voor de inlichtingendiensten een gelijkaardige sanctieerbare verplichting uitgewerkt moeten worden als deze die — krachtens de artikelen 44/1 tot 44/11 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt — voor de politiediensten geldt.

De vertegenwoordigster van de minister van Justitie preciseert dat de strategische cellen van de betrokken ministers de dossiers voorbereiden en deze vervolgens aan het College voor inlichting en veiligheid voorleggen. De voorzitter van de strategische cel van de eerste minister treedt hierbij op als coördinator.

Voorts stelt zij dat de inlichtingendiensten bij een door een buitenlandse dienst gemelde dreiging de minister van Justitie op de hoogte brengen. Daarna wordt het crisiscentrum van de regering verwittigd. Dit centrum analyseert de gegevens in het licht van een eventuele bedreiging van het Belgisch grondgebied en beveelt vervolgens de nodige acties.

De heer De Smedt wijst erop dat het Vast Comité I niet in staat is na te gaan of dit systeem wel degelijk functioneert. Het is immers niet bevoegd voor het toezicht op het crisiscentrum van de regering.

De heer Delepière voegt daaraan toe dat de inlichtingendiensten het artikel 33 van de wet van 18 juli 1991 uiterst restrictief interpreteren. Het zou dan ook bijzonder nuttig zijn indien het Vast Comité I — desnoods *a posteriori* — van de gevolgde procedures en van de genomen beslissingen op de hoogte zou gebracht worden.

## B. Toezichtsonderzoeken op verzoek van het Parlement of van ministers

### Hoofdstuk I

*De bescherming van het wetenschappelijk of economisch potentieel van het land : de rol van de privé- en openbare inlichtingendiensten*

#### 1. Vragen en opmerkingen van de leden

Een lid vreest dat de beschermingsopdrachten die aan de Veiligheid van de Staat worden toevertrouwd,

la part de celle-ci des efforts tels qu'il ne reste plus assez de personnel pouvant assumer les autres missions légales telles que celle de protéger le potentiel scientifique et économique. On peut même se demander dans quelle mesure ces missions de protection doivent être remplies par la Sûreté de l'État.

Un autre membre estime qu'il n'appartient pas à la Sûreté de l'État d'assurer effectivement la protection des secrets de fabrication et de production. Sa mission devrait consister uniquement à faire, en cas de demande, les recommandations requises concernant les procédures prescrites. Il appartient en effet avant tout aux entrepreneurs et à leurs organisations ainsi qu'aux universités, de protéger les informations sensibles qu'elles détiennent. Dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et économique, la Sûreté de l'État doit en priorité protéger les infrastructures des entreprises publiques et des entreprises dites «Seveso» contre les risques de sabotage et d'attentat terroriste, d'une part, et contrôler les exportations de produits pouvant être utilisés dans la confection d'armes de destruction massive, aussi appelés «matériaux à double usage», d'autre part. La lutte contre la criminalité (organisée) doit rester une mission des services de police.

Un troisième intervenant souligne que l'éventail des missions est déjà assez large et que les missions en question sont importantes. Il estime qu'actuellement, la surveillance est insuffisante dans les ports et dans les grandes gares ferroviaires belges.

Par contre, il a été frappé par le grand nombre d'agents affectés à la protection des bâtiments publics, des personnalités et des ambassades belges à l'étranger. Il ne comprend pas pourquoi ces missions ne sont pas confiées à un corps spécialisé unique.

Un autre intervenant rappelle que le contrôle des services de police et de renseignement privatisés, qui ne cessent de gagner en importance, est pratiquement inexistant.

## **2. Réponses du Comité permanent R et de la représentante de la ministre de la Justice**

M. Delepière indique que dans la pratique, il n'est pas rare que du personnel des sièges provinciaux de la Sûreté de l'État soit appelé à effectuer des missions de protection dans la capitale. En effet, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité n'interdit pas que les agents qui sont habituellement chargés de collecter des renseignements, effectuent aussi des missions de protection. Avec pour conséquence des retards dans le travail de renseignement au niveau des sièges provinciaux.

van deze dienst zoveel inspanningen vergt dat er onvoldoende personeel overblijft voor de andere wettelijke taken zoals de bescherming van het wetenschappelijk en economisch potentieel. De vraag kan zelfs gesteld worden in hoeverre deze beschermingsopdrachten door de Veiligheid van de Staat moeten worden uitgevoerd.

Een ander lid meent dat het niet de taak van de Veiligheid van de Staat is om daadwerkelijk op te treden bij de bescherming van fabrieks- en productiegeheimen. Zijn opdracht zou niet verder mogen reiken dan het — desgevraagd — formuleren van de nodige aanbevelingen inzake de aangewezen procedures. Het zijn immers in de eerste plaats de ondernemers en hun organisaties alsmede de universiteiten die hun eigen gevoelige informatie moeten beschermen. De Veiligheid van de Staat dient in het kader van de bescherming van het wetenschappelijk en economisch potentieel bij voorrang ingezet te worden bij de bescherming van de infrastructuur van de overheids- en de zogenaamde «Seveso»-bedrijven tegen sabotage en terroristische aanslagen, enerzijds, en bij het toezicht op de uitvoer van producten die voor massavernietigingswapens kunnen gebruikt worden, de zogenaamde «*dual use materials*» anderzijds. De strijd tegen de (georganiseerde) misdaad moet een taak van de politiediensten blijven.

Een derde spreker wijst erop dat dit takenpakket reeds omvangrijk én belangrijk is. Hij meent dat er momenteel onvoldoende toezicht gehouden wordt op de Belgische havens en de grote spoorwegstations.

Daarnaast is hem de veelheid aan actoren opgevalen die betrokken zijn bij de bescherming van overheidsgebouwen, van personaliteiten en van de Belgische ambassades in het buitenland. Hij begrijpt dan ook niet waarom al deze taken niet door een zelfde, gespecialiseerd korps worden uitgevoerd.

Een volgende spreker herinnert eraan dat het toezicht op de steeds belangrijker wordende geprivatiseerde inlichtingen- en politiediensten nagenoeg onbestaande is.

## **2. Antwoorden van het Vast Comité I en van de tegenwoordigster van de minister van Justitie**

De heer Delepière wijst erop dat het dikwijls voorkomt dat personeel uit de provinciale zetels van de Veiligheid van de Staat opgeroepen wordt om in de hoofdstad beschermingstaken te komen uitvoeren. De wet van 30 november 1998 houdende regeling van inlichtingen- en veiligheidsdiensten verbiedt immers niet dat agenten die in normale omstandigheden inlichtingen verzamelen, ook beschermingstaken uitvoeren. Dit heeft als gevolg dat het inlichtingenwerk op de provinciale zetels vertraging opleopt.

L'intervenant souligne en outre que les services de renseignement ne sont pas censés prendre une part active dans la protection du potentiel scientifique et économique. Il s'agit pour eux de fournir des informations aux entreprises pour leur faire prendre conscience de l'existence du problème et leur permettre de prendre elles-mêmes les mesures appropriées.

La représentante de la ministre de la Justice précise que le cadre de la cellule protection des personnes de la Sûreté de l'État comporte quarante postes et que vingt-six seulement sont effectivement pourvus à l'heure actuelle. En outre, certains de ces agents sont affectés quotidiennement à la protection de diverses ambassades. C'est la raison pour laquelle un renforcement spécial de la Sûreté de l'État sera demandé dans le cadre du budget 2005.

L'intervenante rappelle en outre que la Sûreté de l'État sera associée au fonctionnement du centre de crise pour la protection des structures portuaires contre les attentats terroristes, qui sera créé en vertu d'une décision du Conseil des ministres extraordinaire qui s'est tenu à Ostende les 30 et 31 mars 2004.

M. Vande Walle estime que la Sûreté de l'État devrait accorder suffisamment d'attention aux «services de renseignement privés». Dans ces entreprises, la frontière entre l'espionnage industriel, l'espionnage économique et l'espionnage tout court est parfois très ténue.

L'intervenant convient également que les chefs d'entreprises sont responsables en premier lieu de la protection de leurs secrets de fabrique. Cela suppose toutefois que l'on définit, de manière précise, non seulement la notion d'«espionnage économique», mais aussi les notions de «propriété intellectuelle», de «propriété industrielle» et de «propriété économique», afin qu'ils soient eux-mêmes suffisamment bien armés pour pouvoir prendre les mesures judiciaires nécessaires.

M. Delepière déclare qu'il faut éviter que le renseignement public ne glisse vers le domaine du renseignement privé en raison, par exemple, d'un manque de moyens. À cet égard, la *conditio sine qua non* est de définir la notion de «renseignement public».

### 3. Répliques

Un membre craint qu'il ne soit difficile de définir avec précision les diverses notions. Il s'avérera en effet nécessaire de modifier un grand nombre de lois réglant chacune une question économique déterminée.

Par ailleurs, il lui paraît indiqué d'adapter la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, plutôt que d'organiser un contrôle sévère

Daarnaast benadrukt hij dat het niet de bedoeling is dat de inlichtingendiensten actief tussenkomsten in het kader van de bescherming van het wetenschappelijk en economisch potentieel. Ze dienen inlichtingen te verstrekken die de ondernemingen bewust maken van de problematiek en hen in staat stellen zelf gepaste maatregelen te treffen.

De vertegenwoordigster van de minister van Justitie verduidelijkt dat het kader van de cel persoonsbescherming van de Veiligheid van de Staat 40 personeelsleden telt waarvan er momenteel slechts 26 effectief zijn ingevuld. Daarvan wordt dan nog een aantal dagelijks ingezet bij de bescherming van verschillende ambassades. In het kader van de begroting 2005 zal daarom een bijzondere versterking van de Veiligheid van de Staat gevraagd worden.

Verder herinnert zij er aan dat de Veiligheid van de Staat betrokken zal worden bij het crisiscentrum ter bescherming van de havenstructuur tegen terroristische aanslagen dat krachtens een beslissing van de Bijzondere Ministerraad van Oostende van 30 en 31 maart 2004 zal worden opgericht.

De heer Vande Walle meent dat de Veiligheid van de Staat voldoende aandacht zou moeten opbrengen voor de zogenaamde «privé-inlichtingendiensten». Bij dergelijke ondernemingen blijkt de scheiding tussen «industriële spionage», «economische spionage» en «spionage» soms flinterdun.

Daarnaast beaamt hij dat de ondernemers in de eerste plaats zelf verantwoordelijk zijn voor de bescherming van hun fabrieksgeheimen. Dit veronderstelt echter niet alleen een nauwkeurige omschrijving van de notie «economische spionage» maar ook van de noties «intellectuele eigendom», «industriële eigendom» en «economische eigendom» zodat zij zelf afdoende gewapend zijn om de nodige gerechteijke stappen te kunnen zetten.

De heer Delepière stelt dat men moet voorkomen dat de openbare inlichting — bijvoorbeeld ingevolge een gebrek aan middelen — naar het domein van de privé-inlichting zou verglijden. Hierbij dient in de eerste plaats de notie «openbare inlichting» te worden gedefinieerd.

### 3. Replieken

Een lid vreest dat het nauwkeurig bepalen van de verschillende begrippen niet van een leien dakje zal lopen. Het zal immers nodig blijken om een groot aantal wetten, die elk een economisch item regelen, te wijzigen.

Daarnaast lijkt het hem aangewezen de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens aan te passen eerder dan een streng

sur les services de renseignement privés qui aurait pour unique effet de pousser les entreprises en question à quitter la Belgique.

### C. Enquêtes à l'initiative du Comité R

#### *Chapitre 1<sup>er</sup>*

##### *Rapport du Comité permanent R sur les résultats de la troisième phase de l'audit*

Un membre déclare que la Sûreté de l'État fonctionne dans le cadre de sa mission légale. La récolte de renseignements, leur analyse et leur diffusion doivent se faire conformément à cette mission légale. Les actes de la Sûreté de l'État doivent donc être ciblés et traçables.

L'intervenant voudrait savoir si le Comité R sait qui prend connaissance des informations qui sont stockées auprès de la Sûreté de l'État et quelles sont les procédures appliquées pour en prendre connaissance. La consultation des informations fait-elle l'objet d'une inscription dans un «journal de bord»?

On ne peut évidemment pas parler d'un contrôle de l'État de droit sur la Sûreté de l'État si le Comité R n'a pas la possibilité de vérifier que les informations ne sont utilisées que dans le cadre de l'exercice des missions légales.

M. De Smedt répond que l'on peut visualiser qui a demandé des informations. Le système informatique indique qui a introduit des informations et qui les a consultées.

M. De Smedt précise qu'une des premières choses que fait le Comité R lors d'un contrôle est de vérifier quelles sont les informations qui existent. Jusqu'à présent, le Comité R a toujours pu constater que les informations étaient dûment reprises dans les rapports et dans les fichiers informatiques.

À l'occasion de la troisième phase de l'audit, le Comité R a toutefois constaté que l'usage qui est fait des informations recueillies ne répond à aucune stratégie pour ce qui est de leur traitement et de la manière dont sont coordonnés les divers renseignements.

M. Delepière ajoute que le Comité est à l'heure actuelle en train de vérifier les possibilités d'échapper au contrôle interne qui a été mis en place par l'actuel administrateur général. Cela se fait en collaboration avec le directeur des opérations. Le Comité tente de savoir jusqu'où va le système de contrôle interne. Par cette démarche, une dynamique peut se mettre en place et le Comité est très attentif à ce problème. Il importe de vérifier s'il n'y a rien d'autre que ce qui apparaît dans les données officielles et de voir quelles

toezicht te organiseren op de privé-inlichtingendiensten. Dit laatste zal immers toch maar leiden tot het vertrek van deze ondernemingen uit België.

### C. Enquêtes op initiatief van het Comité I

#### *Hoofdstuk 1*

##### *Verslag van het Vast Comité I over de resultaten van de derde fase van de audit*

Een lid stelt dat de Veiligheid van de Staat functioneert in het kader van haar wettelijke opdracht. Het inwinnen van inlichtingen, de analyse en de verspreiding ervan moet gebeuren op een manier die in overeenstemming is met die wettelijke opdracht. De daden van de Veiligheid van de Staat moeten dus doelgericht zijn en ook traceerbaar.

Spreker wenst te vernemen of het Comité I zicht heeft op wie, en volgens welke procedures, kennis neemt van de informatie die bij de Veiligheid van de Staat is opgeslagen. Wordt die consultatie geregistreerd in een logboek?

Het is vanzelfsprekend dat er geen sprake is van een staatscontrole op de Veiligheid van de Staat, als het Comité I niet de mogelijkheid heeft om te controleren dat de informatie enkel gebruikt wordt voor het vullen van de wettelijke opdrachten.

De heer De Smedt antwoordt dat kan worden gezien wie informatie heeft opgevraagd. Het informatiesysteem geeft aan wie informatie heeft ingebracht en wie ze geconsulteerd heeft.

De heer De Smedt legt uit dat dit bij de toezichtsonderzoeken een van de eerste handelingen is. Het Comité I gaat na welke informatie bestaat. Tot nu toe heeft het Comité I altijd kunnen vaststellen dat de informatie op een behoorlijke wijze terug te vinden is in de rapporten en computerbestanden.

Het probleem dat door het Comité I naar aanleiding van de derde fase van de audit wel werd vastgesteld is het ontbreken van een strategie achter het gebruik van de ingewonnen informatie, dat wil zeggen de manier waarop ze verder wordt verwerkt en waarop de verschillende inlichtingen gecoördineerd worden.

De heer Delepière voegt eraan toe dat het Comité momenteel nagaat hoe de interne controle die is uitgewerkt door de huidige administrateur-generaal, kan worden omzeild. Dat gebeurt in samenwerking met de directeur operaties. Het Comité tracht na te gaan hoe ver het systeem van interne controle gaat. Op die manier kan een dynamiek ontstaan en het Comité heeft veel aandacht voor dit probleem. Er moet worden nagegaan of er geen problemen zijn die niet tot uiting komen in de officiële gegevens en zo ja,

sont les mesures à prendre. Le personnel doit aussi faire preuve d'une certaine éthique et d'une certaine discipline mais le Comité R ne peut travailler que par le biais de cas concrets qu'il examine à l'heure actuelle.

### *Chapitre 3*

#### *Rapport de l'enquête sur la manière dont les services de renseignement ont traité et diffusé des informations relatives à des affaires de fraude aux visas et autres documents favorisant la traite des êtres humains vers la Belgique*

Un membre constate, en ce qui concerne le contrôle, que le rapport mélange une série de faits : il y a le problème de la fraude aux visas à l'ambassade de Belgique à Sofia et il y a celui de la délivrance frauduleuse de cartes d'identités spéciales par le service du protocole du département des Affaires étrangères à Bruxelles.

M. Delepière répond que, si le Comité R a recueilli des informations sur la fraude aux visas à l'ambassade de Belgique à Sofia et le trafic de documents à Bruxelles, c'est uniquement pour contrôler de quelle manière les services de renseignement remplissent leurs missions légales dans ce type de dossiers.

En ce qui concerne le dossier de la fraude aux visas, le membre constate que le ministère des Affaires étrangères admet qu'il y a eu un trafic de visas, mais prétend qu'il n'a pas identifié les responsables. Qu'a-t-il fait pour essayer de les identifier ?

Le même constat a été fait à propos du dossier de fraude au service du Protocole. Le Comité R indique que le juge d'instruction a fait appel à la Sûreté de l'État, parce qu'il avait rencontré bien des difficultés dans le cadre de l'instruction (p. 78 du rapport). À un moment donné, la Sûreté de l'État a affirmé qu'il pourrait être intéressant de savoir quels étaient les contacts que le fonctionnaire en question entretenait, mais rien n'indique que la Sûreté de l'État a agi en conséquence.

En ce qui concerne l'enquête sur la fraude même, le Comité R constate que la Sûreté de l'État a examiné quelles personnes avaient un intérêt dans ce type de fraude, plutôt que de rechercher l'identité des fraudeurs et les liens éventuels de ces derniers avec certains pays ou certaines organisations criminelles. La Sûreté de l'État n'a donc pas enquêté sur la fraude même.

C'est ainsi que, dans une réponse adressée au ministre de la Justice en juillet 2001, l'administrateur général de la Sûreté de l'État affirmait qu'aucun lien structurel avec le crime organisé n'avait pu être établi. Il ajoutait toutefois immédiatement après que la Sûreté de l'État avait constaté que plusieurs bénéfi-

welke maatregelen dan moeten worden genomen. Ook het personeel moet een zekere zin voor ethiek en discipline aan de dag leggen. Het Comité I kan enkel uitgaan van de concrete gevallen die het momenteel onderzoekt.

### *Hoofdstuk 3*

#### *Verslag van het toezichtsonderzoek betreffende de wijze waarop de inlichtingendiensten informatie in verband met visafraude en andere documenten die de mensenhandel naar België bevorderen, behandeld en verspreid hebben*

Wat betreft dit toezichtsonderzoek, stelt een lid vast dat in dit verslag een aantal feiten door elkaar lopen : er is enerzijds de fraude met visa in de Belgische ambassade in Sofia en anderzijds de bedrieglijke toekenning van speciale identiteitskaarten door de dienst Protocol van het departement Buitenlandse Zaken in Brussel.

De heer Delepière antwoordt dat het Comité I enkel informatie heeft ingewonnen over de dossiers van de visafraude op de Belgische ambassade in Sofia en de documentenzwending in Brussel om te controleren op welke manier de inlichtingendiensten hun wettelijke opdrachten vervullen in dit soort dossiers.

Het lid stelt in het dossier van de visafraude vast dat het Ministerie van Buitenlandse Zaken enerzijds toegeeft dat er handel in visa is geweest maar anderzijds beweert dat het de verantwoordelijken niet heeft geïdentificeerd. Wat heeft het departement gedaan om de betrokkenen wel te identificeren ?

Hetzelfde geldt voor het vastgesteld bedrog op de dienst Protocol. Het Comité I vermeldt dat de onderzoeksrechter beroep heeft gedaan op de Veiligheid van de Staat omdat hij heel wat moeilijkheden ondervond bij zijn onderzoek (blz. 192 van het verslag). Op een bepaald ogenblik stelt de Veiligheid van de Staat dat het interessant zou zijn te weten welke contacten de betrokken ambtenaar erop nahield maar uit niets blijkt dat de Veiligheid van de Staat hier verder gevuld heeft aan gegeven.

In het fraudeonderzoek zelf, zo stelt het Comité I vast, heeft de Veiligheid van de Staat veeleer onderzocht welke personen voordeel hadden bij deze vormen van fraude dan dat zij gezocht heeft naar de fraudeurs zelf en de mogelijke banden die ze hadden met bepaalde landen of misdaadorganisaties. De fraude zelf is door de Veiligheid van de Staat dus niet onderzocht.

Zo vermeldt de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat in een antwoord van juli 2001 aan de minister van Justitie dat er geen enkel structureel verband kon worden aangetoond met de georganiseerde misdaad. In de volgende zin wordt evenwel opgemerkt dat de Veiligheid van de Staat heeft vast-

ciaires d'une carte d'identité spéciale entretenaient des rapports étroits avec le crime organisé.

Le membre ne comprend pas comment on peut écrire, dans une réponse au ministre de la Justice, deux phrases totalement contradictoires. Comment peut-on concilier pareilles affirmations ?

En tout cas, le rapport du Comité R met au jour de nombreuses lacunes dans le suivi de ce dossier par la Sûreté de l'État. Il souhaiterait obtenir des précisions de la part de l'administrateur général de la Sûreté de l'État sur la manière dont ce dossier a été traité, de la part de la ministre de la Justice sur l'instruction judiciaire et de la part du ministre des Affaires étrangères sur le traitement administratif de ce dossier et sur les suites disciplinaires.

Il ressort clairement de l'enquête de contrôle du Comité R qu'il y a des problèmes de fraude, de corruption et d'éventuelles connexions d'agents des Affaires étrangères avec le crime organisé. Il est clair aussi qu'aucun des services publics concernés n'a pris les mesures appropriées pour lutter contre ces problèmes et, *a fortiori*, pour y remédier. Il est totalement inadmissible que les commissions de suivi et le Parlement n'aient pas été informés des suites qui ont finalement été données à tous ces dossiers.

D'après le rapport annuel, le rapport sur l'enquête de contrôle a été transmis à la ministre de la Justice le 6 août 2003, mais celle-ci n'y a pas réagi. Il a été transmis ensuite au président de la commission de suivi du Sénat le 7 octobre 2003. Le 16 mars 2004, il n'avait toutefois toujours fait l'objet d'aucune discussion. Le Sénat a-t-il déjà réagi au contenu de ce rapport ?

M. De Smedt souligne que le Comité R n'a pas compétence pour étendre ses enquêtes de contrôle à d'autres services publics que ceux qui sont mentionnés dans la loi organique. Le Comité R peut simplement vérifier si la Sûreté de l'État est investie d'une mission légale dans ce type de matières et si elle l'a remplie correctement.

Le Comité R n'a pas compétence pour connaître de l'instruction judiciaire ou pour se prononcer à son sujet. Il estime que la Sûreté de l'État devrait se tenir mieux au courant de celle-ci, et ce en assurant un meilleur suivi d'éventuels faits de corruption.

La représentante du ministre de la Justice déclare que la ministre a été fort interpellée par le rapport en question. Il n'y a pas eu de réaction officielle de sa part pour la simple raison que ce dossier est à l'instruction. La ministre ne souhaite pas intervenir dans le cours du dossier. L'instruction est quasiment clôturée.

gesteld dat verschillende personen die de speciale identiteitskaarten verkregen nauwe betrekkingen onderhielden met de georganiseerde misdaad.

Het lid begrijpt niet dat in een antwoord aan de minister van Justitie twee zinnen die elkaar volkomen tegenspreken. Hoe kan men dergelijke antwoorden met elkaar doen rijmen ?

In elk geval brengt het verslag van het Comité I heel veel lacunes aan het licht bij de opvolging van dit dossier door de Veiligheid van de Staat. Hij wenst bijkomende informatie van de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat over de wijze waarop dit dossier is behandeld, van de minister van Justitie over het gerechtelijk onderzoek en van de minister van Buitenlandse Zaken over de administratieve behandeling van dit dossier en de disciplinaire gevolgen.

Het toezichtsonderzoek van het Comité I wijst zeer duidelijk op problemen van fraude, corruptie en mogelijke connecties met de georganiseerde misdaad van ambtenaren van Buitenlandse Zaken. Het is ook gebleken dat geen enkele van de betrokken overhedsdiensten die problemen op een behoorlijke manier heeft aangepakt, laat staan opgelost. Het is niet alleen voor de begeleidingscommissies maar voor het Parlement in zijn geheel onaanvaardbaar dat ze niet werden geïnformeerd over wat het uiteindelijke gevolg is van al die dossiers.

Het jaarverslag vermeldt dat het verslag is overgemaakt aan de minister van Justitie op 6 augustus 2003 en dat die niet gereageerd heeft. Op 7 oktober 2003 is het verslag overgemaakt aan de voorzitter van de begeleidingscommissie van de Senaat. Tot op 16 maart 2003 is het evenwel nog niet besproken. Heeft de Senaat reeds gereageerd op de inhoud van dit verslag ?

De heer De Smedt wijst erop dat het Comité I geen enkele bevoegdheid heeft om zijn toezichtsonderzoeken uit te breiden tot andere overhedsdiensten dan degene die in de organische wet zijn opgenomen. De enige invalshoek van het Comité I was na te gaan of de Veiligheid van de Staat een wettelijke opdracht heeft in dit soort aangelegenheden en of de dienst die opdracht behoorlijk heeft opgevolgd.

Het Comité I is niet bevoegd om kennis te nemen van het gerechtelijk onderzoek of om daarover uitspraken te doen. Het Comité I beveelt aan dat de Veiligheid van de Staat daar in de toekomst meer oog voor zou moeten hebben en dit in het kader van het beter opvolgen van mogelijke corruptie.

De vertegenwoordigster van de minister van Justitie verklaart dat het verslag in kwestie de minister erg bezighoudt. Zij heeft nog geen officiële reactie gegeven omdat het gerechtelijk onderzoek over dit dossier nog niet is afgesloten. Zij wil zich daarin niet mengen. Het gerechtelijk onderzoek is bijna afgelopen.

M. Delepière insiste sur la distinction qu'il faut faire entre le travail des services de renseignement et le travail des autorités judiciaires et policières. Le rapport du Comité R se situe non pas dans le cadre de la poursuite de ces infractions mais bien dans le cadre de la prévention. Le Comité R examine si, au vu des nouvelles compétences de la Sûreté de l'État, et notamment celle relative aux organisations criminelles, ce service a bien appréhendé et analysé le problème. La Sûreté de l'État perçoit-elle bien les stratégies et les dangers dérivés de telles organisations criminelles ? Prend-elle des mesures préventives ?

Le rapport ne peut pas porter sur ce qui doit se faire au niveau judiciaire. Le service de renseignement militaire a d'ailleurs aussi un rôle important à jouer au niveau de la traite des êtres humains puisqu'il est présent au Kosovo, en Afghanistan et en Afrique. Toutes les filières de traite des êtres humains sont organisées aux niveaux mondial et international. Le rapport du Comité R a voulu tenter de proposer un nouveau mécanisme pour l'avenir.

Un membre rappelle que la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives du Sénat a fait un long travail approfondi sur la traite des êtres humains dans le cadre de la sous-commission créée à cet effet. Le problème du trafic des visas y a longuement été examiné et les sénateurs se sont même déplacés à Sofia. Cette visite a donné lieu à de multiples démissions et avait d'ailleurs suscité certaines polémiques.

Un autre membre souligne cependant que la sous-commission « Traite des êtres humains » n'était pas une commission d'enquête. La ministre de la Justice répond qu'une instruction est en cours. La Sûreté de l'État donne la même réponse. Le Comité R décline, lui aussi, toute compétence.

Dans le cas qui nous intéresse, il s'agit toutefois d'une fraude aux visas que le Parlement tente de percer à jour depuis des années. Le Parlement reçoit uniquement une réponse procédurale, ce qui est inacceptable. Le fait que l'on ne joue pas franc jeu dans ce dossier incite inévitablement d'aucuns à prétendre que le ministre des Affaires étrangères étouffe l'affaire.

Il ne suffit pas de répondre qu'il y a une instruction judiciaire — l'instruction à charge de Dutroux n'a pas non plus empêché la création d'une commission d'enquête.

L'intervenant souligne que la délivrance de faux visas ne constitue d'ailleurs pas une affaire purement judiciaire, puisqu'il y a éventuellement des causes structurelles sous-jacentes. Le Parlement est véritablement investi d'une mission de contrôle en la matière et, surtout, il a le droit de connaître la vérité.

De heer Delepière benadrukt dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen het werk van de inlichtingendiensten en het werk van de gerechtelijke overheden en de politie. Het verslag van het Comité I maakt deel uit van de preventie van deze misdrijven en niet van de vervolging ervan. Het Comité I gaat na of de Veiligheid van de Staat, gezien zijn nieuwe bevoegdheden en met name die aangaande de criminale organisaties, het probleem goed heeft aangepakt en geanalyseerd. Begrijpt de Veiligheid van de Staat de strategieën en de gevaren van dergelijke criminale organisaties ? Neemt de dienst de nodige preventieve maatregelen ?

Het verslag kan nooit betrekking hebben op wat het gerecht moet doen. De militaire inlichtingendienst heeft bovendien een belangrijke rol te spelen op het vlak van de mensenhandel gezien zijn aanwezigheid in Kosovo, Afghanistan en Afrika. Al de netwerken die zich bezighouden met mensenhandel zijn op wereldwijd vlak georganiseerd. Het Comité I tracht in zijn verslag een nieuw mechanisme voor de toekomst voor te stellen.

Een lid herinnert eraan dat de Senaatscommissie voor de Binnenlandse Zaken en voor de Administratieve Aangelegenheden het probleem van de mensenhandel diepgaand heeft onderzocht in de daartoe opgerichte subcommissie. Er werd veel aandacht besteed aan het probleem van de visafraude en de senatoren zijn zelfs naar Sofia gegaan. Dit bezoek heeft tot vele ontslagen geleid en er zijn zelfs polemieken ontstaan.

Een ander lid wijst er evenwel op dat de subcommissie « Mensenhandel » geen onderzoekscommissie was. De minister van Justitie antwoordt dat er een gerechtelijk onderzoek loopt. De Veiligheid van de Staat antwoordt hetzelfde. Het Comité I stelt dat het evenmin bevoegd is.

Het gaat hier echter om een visafraude waarvan het parlement al jaren zoekt naar wat er zich in werkelijkheid heeft afgespeeld. Het parlement krijgt alleen een procedureel antwoord en dat is onaanvaardbaar. Het feit dat men in dit dossier geen klare wijn schenkt leidt er onvermijdelijk toe dat sommigen spreken van een doofpotoperatie door het ministerie van Buitenlandse Zaken.

Het feit dat er een gerechtelijk onderzoek loopt volstaat niet als antwoord — het gerechtelijk onderzoek tegen Dutroux heeft ook niet belet dat er een onderzoekscommissie is opgericht.

Bovendien, zo onderlijnt het lid, is het leveren van valse visa niet louter een gerechtelijke zaak omdat het mogelijk structurele oorzaken heeft. Het parlement heeft hier werkelijk een controletaak en vooral het recht de waarheid te kennen.

Le Comité R signale, dans le rapport que relate son enquête de contrôle, toute une série de données dont le Parlement n'a pas connaissance.

L'intervenant suivant peut comprendre que si une instruction est en cours, le ministre de la Justice se trouve dans une position délicate. Il estime pourtant que l'on pourrait à tout le moins donner une indication quant à l'état d'avancement de l'instruction en cours.

Il croit toutefois savoir que des mesures disciplinaires ou administratives ont également été prises dans cette affaire. Il serait utile d'informer le Parlement des sanctions ou des mesures qui ont éventuellement été prises afin d'éviter plus facilement, à l'avenir, que ce genre de faits ne se reproduise.

Il n'appartient bien entendu pas au Comité R de répondre à toutes ces questions. Le Parlement pourra toutefois, sur la base du rapport susvisé, poser les questions nécessaires aux ministres compétents.

Un membre souligne que la lutte contre les abus en matière de visas commis par des hommes d'affaires qui ont partie liée avec le crime organisé n'est pas l'apanage des autorités judiciaires. La Sûreté de l'État est, elle aussi, chargée de s'y attaquer. Le dossier de la fraude aux visas et des fausses cartes d'identité spéciales en constitue un exemple typique. Bien que la Sûreté de l'État fasse remarquer qu'aucun lien structurel n'a pu être établi dans l'affaire des fausses cartes d'identité (p. 179 du rapport), il est possible que des liens non structurels existent, et ces liens peuvent aussi donner lieu à une action publique. L'intervenant souscrit en tout cas aux recommandations que le Comité R a formulées dans son rapport.

Selon un membre, si l'on a attendu jusqu'à maintenant pour faire appel au parquet fédéral, c'est que l'on vient tout juste d'entamer l'examen du contexte international du dossier, un dossier qu'on laisse traîner depuis dix ans.

Malgré les constatations qui ont été faites dans les rapports de la sous-commission « Traite des êtres humains » du Sénat, les questions les plus alarmantes restent sans réponse. A-t-on identifié les responsables ? A-t-on pris des initiatives pour mettre fin aux pratiques incriminées ? Peut-on, à l'heure actuelle, être assuré que l'administration sera désormais en mesure de prévenir ce genre de pratiques ?

À la lecture du rapport du Comité R, on ne peut que constater que rien n'a été fait et que les éléments permettant la poursuite de ces pratiques n'ont pas été éradiqués. Cela lui paraît être la constatation la plus importante qui ressort du rapport. Les administrations chargées de lutter contre ces pratiques ne sont toujours pas armées pour le faire. Leur intégrité n'est pas non plus assurée.

Het Comité I vermeldt in het verslag van zijn toezichtsonderzoek een groot aantal gegevens waar het Parlement geen kennis van heeft.

Een volgende spreker begrijpt dat als er een gerechtelijk onderzoek loopt, de minister van Justitie in een delicate positie zit. Toch meent hij dat minstens de stand van zaken in het lopende gerechtelijke onderzoek kan worden aangegeven.

Hij meent te weten dat er in deze zaak echter ook disciplinaire of administratieve maatregelen zijn genomen. Het zou nuttig zijn het parlement te informeren over de eventueel getroffen sancties of de maatregelen die zijn genomen om herhaling van dit soort feiten in de toekomst te voorkomen.

Uiteraard is het niet de rol van het Comité I om al deze vragen te beantwoorden. Wel zal het Parlement, op basis van dit verslag, aan de bevoegde ministers vragen stellen.

Een lid wijst erop dat het misbruik van visa door aan de georganiseerde misdaad gelieerde zakenlieden geen exclusieve taak is van de gerechtelijke overheden. Ook de Veiligheid van de Staat heeft een opdracht inzake de bestrijding van de georganiseerde criminaliteit. Het dossier van de visafraude en de valse speciale identiteitskaarten is hiervan een typisch voorbeeld. Het feit dat de Veiligheid van de Staat opmerkt dat er geen structurele banden zijn gevonden in de zaak van de valse identiteitskaarten (blz. 193 van het verslag) belet niet dat er niet-structurele verbanden kunnen bestaan, die ook kunnen leiden tot het instellen van een strafvorderingsprocedure. In elk geval onderschrijft hij de aanbevelingen van het Comité I in dit verslag.

Een lid meent dat het feit dat het federaal parket pas nu ingeschakeld wordt betekent dat men slechts nu de internationale context van dit dossier aan het bekijken is. Dit dossier sleept echter al tien jaar aan.

Ondanks de vaststellingen in de verslagen van de subcommissie « Mensenhandel » van de Senaat, blijven de meest prangende vragen onbeantwoord. Heeft men de verantwoordelijken geïdentificeerd ? Heeft men initiatieven genomen om een einde te maken aan deze praktijken ? Kan men op dit ogenblik zeker zijn dat het bestuur voldoende gewapend is om dergelijke praktijken voortaan te voorkomen ?

Op basis van het verslag van het Comité I kan men alleen maar tot de vaststelling komen dat er niets is gedaan en dat de elementen aanwezig blijven om deze praktijken verder te laten bestaan. Dit lijkt hem de belangrijkste vaststelling van het verslag. De besturen die met deze praktijken te maken hebben zijn hier nog steeds niet tegen gewapend. Evenmin is de integriteit van deze besturen verzekerd.

Si ces pratiques existent depuis plus de dix ans et qu'à ce jour, l'intégrité n'est toujours pas assurée, la fraude aux documents peut continuer à se développer. Cette constatation est inacceptable.

Un autre membre souligne que toutes ces questions doivent être adressées en priorité aux responsables des Affaires étrangères. Ni la Sûreté de l'État, ni le Comité R ne peuvent mettre fin aux abus dénoncés. Notre commission peut uniquement examiner comment l'administration et les responsables politiques ont réagi au problème.

Il rappelle en outre que dès qu'une instruction est ouverte, il y a lieu de respecter le secret de l'instruction. C'est un problème supplémentaire pour les services de renseignement, mais pas pour les services de police, pour lesquels la situation est beaucoup plus claire, puisqu'ils sont toujours tenus à ce secret.

### *Chapitre 9*

#### *Rapport intermédiaire relatif à l'enquête sur la manière dont la Sûreté de l'État répond aux demandes des services de renseignement étrangers ayant un représentant dans le Royaume*

Un membre demande si la publication de ce chapitre est opportune. On y fait mention du fait que l'on entend dresser des statistiques sur les demandes émanant de l'étranger, les réponses données, etc. Le simple fait qu'une telle enquête soit menée suscitera sans doute un malaise. Ne risque-t-on pas d'inquiéter les services de renseignement étrangers ?

M. De Smedt répond que l'enquête n'a pas abouti puisqu'il n'y a jamais eu de réponse aux questions posées par le comité R. Cette enquête a été faite parce que le Comité R avait pris connaissance d'échos d'insatisfaction de certains services de renseignement étrangers.

Un autre membre souhaite savoir si les services belges sont pris suffisamment au sérieux au niveau international.

Un troisième intervenant se demande quel est l'intérêt de publier des constatations qui rendent les choses plus difficiles pour nos services de renseignement. Quel est l'avis du gouvernement à ce sujet ?

La représentante de la ministre de la Justice confirme que ce rapport a été communiqué en temps utile aux ministres de la Justice et de la Défense et aucune réaction n'a été formulée à l'encontre du contenu de ce rapport. Il n'y a aucune objection à sa publication.

Als deze praktijken al minstens tien jaar bestaan en de integriteit ook op dit ogenblik nog niet kan verzekerd worden, dan betekent dit dat de documentenfraude verder kan blijven gedijen. Dat is onmogelijk te aanvaarden.

Een ander lid wijst erop dat al deze vragen in eerste instantie aan de verantwoordelijken van Buitenlandse Zaken moeten gesteld worden. Noch de Veiligheid van de Staat, noch het Comité I kunnen aan de aangekaarte misstanden een einde maken. Het enige dat deze commissie kan onderzoeken is de wijze waarop de administratie en de politieke verantwoordelijken op dit probleem hebben gereageerd.

Bovendien herinnert hij eraan dat zodra een gerechtelijk onderzoek wordt geopend, het geheim van het onderzoek geldt. Dit vormt voor de inlichtingendiensten een bijkomend probleem, wat niet het geval is voor de politiediensten voor wie de situatie veel duidelijker is : zij zijn altijd tot dit geheim gehouden.

### *Hoofdstuk 9*

#### *Tussentijds verslag van het onderzoek naar de manier waarop de Veiligheid van de Staat antwoordt op de vragen van buitenlandse veiligheidsdiensten die een vertegenwoordiger hebben in het Koninkrijk*

Een lid vraagt of het wel wenselijk is dit hoofdstuk te publiceren. Er wordt vermeld dat men van plan is statistieken op te stellen over de vragen uit het buitenland, de antwoorden daarop, enz. Het feit dat zo'n onderzoek wordt gevoerd, zal zeker verwondering wekken. Zullen de buitenlandse inlichtingendiensten dit niet vreemd vinden ?

De heer De Smedt antwoordt dat het onderzoek tot niets heeft geleid omdat er nooit is geantwoord op de vragen van het Comité I. Het onderzoek is gevoerd omdat het Comité I had vernomen dat sommige buitenlandse inlichtingendiensten niet bepaald tevreden waren.

Een ander lid wenst te weten of de Belgische diensten op internationaal vlak voldoende ernstig worden genomen.

Een derde spreker vraagt zich af wat voor nut het heeft vaststellingen te publiceren die het onze inlichtingendiensten nog moeilijker maken. Hij vraagt hierover de mening van de regering.

De vertegenwoordigster van de minister van Justitie bevestigt dat dit verslag te gepasten tijde werd bezorgd aan de ministers van Justitie en Landsverdediging en dat op de inhoud van het verslag geen enkele reactie is gekomen. Er is geen bewaar tegen de publicatie.

M. Delepière répond que le Comité R n'a pas de réponse précise quant à l'appréciation de nos services par les pays étrangers. Le but doit être d'améliorer le niveau de la collaboration avec les services de renseignement étrangers.

Quant à la règle du donnant-donnant et à la règle du tiers, il a pu constater qu'il y a une réelle évolution dans leur perception auprès des services de renseignement militaires, tant belges qu'étrangers. Alors qu'auparavant, ils considéraient ces règles comme des tabous immuables, ils ont actuellement tendance, face à la menace du terrorisme, à admettre qu'elles peuvent représenter de sérieux obstacles et ils sont demandeurs pour qu'une réflexion soit menée à ce propos.

M. De Vries, coordinateur de l'Union européenne de la lutte contre le terrorisme, a d'ailleurs également plaidé pour qu'au niveau européen, on arrive à une meilleure transparence au niveau des échanges d'informations. C'est dans ce sens-là qu'a été menée l'enquête du Comité R.

En ce qui concerne la coopération entre les services de renseignement belges et étrangers, un membre attire l'attention sur le fait que ce sont précisément les échanges d'informations et les contacts entre les services de renseignement qui constituent des points sensibles. Une conférence récente de l'OSCE consacrée au contrôle de l'armée et des services de renseignement a mis en évidence la méfiance de tous les parlements vis-à-vis de leurs propres services de renseignement. Les parlementaires ont l'impression que les services de renseignement invoquent la règle du «tiers service» pour pouvoir dissimuler certaines informations à leurs propres autorités. C'est un problème sur lequel le Comité R a déjà attiré l'attention dans des rapports d'activités antérieurs.

## *Chapitre 11*

*Rapport de l'enquête de contrôle sur la manière dont les services de renseignement belges ont suivi les activités d'un réfugié palestinien en relation avec des groupes extrémistes, terroristes ou criminels organisés*

Un membre estime qu'il faut féliciter la Sûreté de l'État d'avoir surveillé cet individu, quand bien même elle n'y était pas obligée. Il espère que la surveillance se maintient à l'heure actuelle.

De heer Delepière antwoordt dat het Comité I geen duidelijk antwoord heeft op de vraag naar de beoordelingen van onze diensten door andere landen. De bedoeling moet toch zijn de samenwerking met de buitenlandse inlichtingendiensten te verbeteren.

Wat het principe «voor wat hoort wat» en de «regel van de derde dienst» betreft, heeft hij kunnen vaststellen dat de perceptie ervan bij zowel de Belgische als de buitenlandse militaire inlichtingendiensten is geëvolueerd. Vroeger werden deze regels beschouwd als onwankelbare taboes, terwijl er nu toch, in het licht van het dreigende terrorisme, wordt toegegeven dat die regels ernstige hinderpalen kunnen vormen. De diensten vragen dan ook dat daarover wordt nagedacht.

De heer De Vries, coördinator bij de Europese Unie van de strijd tegen terrorisme, heeft trouwens ook gepleit voor een meer transparante informatieuitwisseling op Europees niveau. Het onderzoek van het Comité I werd in die richting gevoerd.

Wat betreft de samenwerking van de Belgische inlichtingendiensten met de buitenlandse, wijst een lid er op dat precies de uitwisselingen en de contacten tussen de inlichtingendiensten zeer kwetsbare punten zijn. Tijdens een recente conferentie van de OVSE over de controle op het leger en de inlichtingendiensten kwam het wantrouwen van alle parlementen tegenover de eigen inlichtingendiensten zeer sterk tot uiting. Parlementairen hebben het gevoel dat de inlichtingendiensten de regel van de «derde dienst» inroepen om bepaalde informatie te kunnen verbergen voor hun eigen overheden. Dit is een probleem waar het Comité I reeds in vroegere activiteitenverslagen heeft op gewezen.

## *Hoofdstuk 11*

*Verslag van het toezichtsonderzoek over de manier waarop de Belgische inlichtingendiensten de activiteiten hebben gevolgd van een Palestijnse vluchteling in verband met georganiseerde extremistische, terroristische of misdadige groepen*

Een lid meent dat de Staatsveiligheid moet worden gefeliciteerd omdat zij dit individu heeft bewaakt, ook al was zij daar niet toe verplicht. Hij hoopt dat deze bewaking nu nog wordt voortgezet.

## D. Plaintes et dénonciations de particuliers

*Chapitres 3 à 5*

### *Rapports d'enquête de contrôle ouvertes à la suite de plaintes à l'égard des avis fournis par la Sûreté de l'État sur des demandes de naturalisation*

Un membre fait référence aux conclusions que le Comité R a tirées de l'examen d'une de ces plaintes (p. 244 du rapport) :

« Les délais imposés par le législateur sont tels qu'ils ne permettent effectivement pas à la Sûreté de l'État, pour des raisons de manque de temps et de personnel, de traiter des dizaines de milliers de dossiers de naturalisation en y mettant le soin nécessaire. »

L'intervenant propose que dans leur rapport, les commissions du suivi recommandent au législateur de prendre une initiative législative pour donner à la Sûreté de l'État le temps d'examiner les dossiers et de rendre ses avis en y mettant le soin nécessaire.

Un deuxième intervenant fait observer que la commission des Naturalisations de la Chambre applique les délais légaux avec la souplesse nécessaire pour donner à la Sûreté de l'État le temps de rendre ses avis. La Sûreté de l'État a souvent fait savoir qu'elle n'avait pas pu effectuer certaines enquêtes faute de temps. Il est évidemment préférable d'aligner la législation sur la réalité.

Un troisième intervenant fait observer que les règles adoptées par la Chambre offrent certes une solution pratique, mais si l'un des conseils d'un candidat à la nationalité belge constate que le délai prévu par le législateur a été dépassé, il peut contester juridiquement cet usage impropre.

Un quatrième intervenant conclut en affirmant que les délais prévus dans la loi sont en tout cas trop courts. Lorsque l'on a voté la loi sur la procédure accélérée de naturalisation, le ministre de la Justice de l'époque a assuré que le parquet comme la Sûreté de l'État obtiendraient des moyens et du personnel supplémentaires pour pouvoir rendre leurs avis en temps utile. Les rapports du Comité R montrent que tel n'est pas le cas en réalité. Tant que l'on ne prendra pas de mesures structurelles dans les tribunaux et que l'on ne développera pas des services dont on aura formé le personnel, cette obligation d'avis restera une simple formalité ne présentant aucune garantie sur le fond.

## D. Klachten en aangiften van en door particulieren

*Hoofdstukken 3 tot en met 5*

### *Verslagen over toezichtsonderzoeken aangaande klachten over de adviezen van de Veiligheid van de Staat betreffende naturalisatieaanvragen*

Een lid verwijst naar een van de conclusies van het Comité I na het onderzoek van een van deze klachten (blz. 271 van het verslag) :

« De door de wetgever opgelegde termijnen leiden er echter toe dat de Veiligheid van de Staat, om redenen van tijdroede en gebrek aan personeel, niet in staat is de tienduizenden naturalisatielieden met de nodige zorgvuldigheid te behandelen. »

Spreker stelt voor dat de begeleidingscommissies in hun verslag de wetgever aanbevelen om een wetgevend initiatief te nemen zodat de Veiligheid van de Staat de tijd krijgt om de dossiers grondig te onderzoeken en zijn adviezen te verstrekken.

Een tweede spreker merkt op dat de commissie «Naturalisaties» van de Kamer de wettelijke termijnen met de nodige soepelheid toepast teneinde de Veiligheid van de Staat de tijd te geven zijn advies te verstrekken. Vaak liet de Veiligheid van de Staat weten dat hij door gebrek aan tijd bepaalde onderzoeken niet had kunnen doen. Uiteraard is het beter de wetgeving met de realiteit te laten overeenstemmen.

Een derde interveniënt merkt op dat de door de Kamer getroffen regeling weliswaar een praktische oplossing biedt maar als een van de raadslieden van een kandidaat-Belg vaststelt dat de door de wetgever voorziene termijn overschreden is, kan hij dit oneigenlijk gebruik juridisch aanvechten.

Een vierde spreker ten slotte besluit dat de in de wet voorziene termijnen in elk geval te kort zijn. Toen de «snelBelgwet» werd gestemd verzekerde de toenmalige minister van Justitie dat zowel het parket als de Veiligheid van de Staat bijkomende middelen en personeel zouden krijgen om de adviezen tijdig te verstrekken. Uit de verslagen van het Comité I blijkt dat dit in de realiteit niet het geval is. Zolang men bij de rechtbanken geen structurele maatregelen neemt en diensten uitbouwt met gevormd personeel dan zal die adviesverplichting een loutere formaliteit blijven, zonder enige inhoudelijke waarborg.

**E. Avis demandé par la ministre de la Justice concernant le cadre juridique dans lequel la Sûreté de l'État et le SGRS peuvent procéder à des vérifications de sécurité sur des personnes et transmettre des avis et informations à caractère personnel aux autorités**

Un membre renvoie à la page 258 du rapport, où le Comité R indique ce qui suit :

«Dans certains cas, la consultation du service de renseignement par l'autorité administrative n'est que ponctuelle, c'est-à-dire à l'occasion d'un événement déterminé. Mais dans la plupart des cas, la consultation par l'autorité est récurrente. Au total, on peut estimer à plusieurs dizaines de milliers par an le nombre de consultations effectuées par des autorités auprès des services de renseignement. Il ne s'agit donc pas d'une activité marginale de ces services.»

Il apparaît donc, d'un côté, que la Sûreté de l'État n'a pas le temps de rendre des avis sur les demandes de naturalisation, mais de l'autre que plusieurs dizaines de milliers de renseignements sont fournis à d'autres pouvoirs publics.

L'intervenant estime qu'il faut contrôler les demandes d'information, sans quoi il y a violation des principes qui régissent l'État de droit. Il renvoie à cet égard à l'affaire Klass du 6 septembre 1978 (Klass e.a. contre l'Allemagne, Cour européenne des Droits de l'Homme), le premier jugement sur les écoutes téléphoniques anonymes. Dans un système de collecte d'informations sur des personnes privées, le Comité R doit avoir la possibilité de vérifier le but dans lequel les informations demandées sont fournies, sous peine de manquer à une part importante de sa mission. L'intervenant se fait surtout du souci en raison du grand nombre d'informations que les divers pouvoirs publics demandent à la Sûreté de l'État.

Un autre intervenant revient sur la page 262 du rapport. À la conclusion III, le rapport dit que «la Sûreté de l'État ne peut pas effectuer de vérification de sécurité si cette mission ne lui est pas donnée par la loi ou en vertu de la loi». Il en va de même pour le SGRS. À la page 263, le rapport dit qu'il n'existe que deux lois donnant à la Sûreté de l'État la mission de formuler des avis de sécurité à l'égard d'autres autorités, à savoir le Code de la nationalité belge et la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage.

Pourtant, on demande visiblement des vérifications à l'égard de différentes choses qui ne sont pas nécessairement couvertes par lesdites lois.

Il estime qu'il faut éviter que, sur la base de la conclusion III de la page 262, on tire comme conclu-

**E. Advies gevraagd door de minister van Justitie betreffende het juridische kader binnen hetwelk de Veiligheid van de Staat en de ADIV mogen overgaan tot veiligheidsverificaties op personen en adviezen en inlichtingen in zake persoonsgegevens mogen overmaken aan overheden**

Een lid verwijst naar bladzijde 281 van het verslag waarin het Comité I stelt :

«In bepaalde gevallen is de bevraging van een inlichtingendienst door een administratieve overheid slechts punctueel, dat wil zeggen ter gelegenheid van een welbepaalde gebeurtenis. Maar in het merendeel van de gevallen gebeurt de bevraging door de overheid herhaaldelijk. Het totaal aantal bevragingen, uitgevoerd door overheden bij inlichtingendiensten, kan geschat worden op verschillende tienduizenden per jaar. Het betreft bijgevolg geen marginale activiteit van deze diensten.»

Enerzijds heeft de Veiligheid van de Staat dus geen tijd om advies te geven over naturalisatieaanvragen maar anderzijds worden er wel verschillende tienduizenden inlichtingen verstrekt aan andere overheden.

Spreker meent dat deze bevragingen moeten gecontroleerd worden zoniet worden de principes van de rechtsstaat geschonden. Hij verwijst hierbij naar de zaak Klass van 6 september 1978 (Klass e.a. tegen Duitsland, Europees Hof voor de Rechten van de Mens), de eerste uitspraak over de anonieme telefoontap. In een systeem informatiegaring over privé-personen moet het Comité I de mogelijkheid hebben om na te gaan met welk doel de gevraagde informatie wordt verstrekt. Als er op dit punt geen echte controle is dan mist het toezicht op de inlichtingendiensten een belangrijke aspect van zijn opdracht. Spreker is vooral verontrust door de omvang van de bevraging van de Veiligheid van de Staat door de verschillende overheden.

Een andere spreker verwijst naar het verslag, waar op blz. 270 bij Conclusie III staat : «De Veiligheid van de Staat mag geen veiligheidsverificaties uitvoeren indien die opdracht haar niet is toevertrouwd door of krachtens de wet.» Hetzelfde geldt voor de ADIV. Op diezelfde bladzijde staat dat er momenteel slechts twee wetten bestaan die de Veiligheid van de Staat explicet de opdracht geven om op vraag van andere overheden veiligheidsadviezen met betrekking tot personen te formuleren, namelijk het Wetboek van Belgische nationaliteit en de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen.

Er worden blijkbaar wel verificaties gevraagd voor verschillende zaken die niet noodzakelijk onder een van beide wetten vallen.

Volgens hem moet worden vermeden dat op basis van Conclusie III de operationele conclusie wordt

sion opérationnelle que la Sûreté de l'État doit cesser de poser un certain nombre d'actes fort utiles qui ne sont pas nécessairement encadrés par une loi: aucun texte de loi ne sera jamais suffisamment exhaustif pour couvrir l'ensemble des actes à poser.

Il faut veiller à ce qu'on ne muselle pas de la sorte le travail de la Sûreté de l'État.

L'intervenant précédent estime que les demandes d'informations adressées à la Sûreté de l'État doivent obéir à des critères précis. Les chiffres cités par le Comité R sont en tout cas particulièrement impressionnantes. En tout cas, le Parlement devrait pouvoir disposer d'un aperçu statistique des diverses demandes d'informations.

Un membre souligne qu'il y a 20 000 demandes d'avis rien qu'à propos des dossiers de naturalisation qui sont examinés par la Chambre.

La représentante de la ministre de la Justice signale que l'avis avait été demandé par la ministre au Comité R. Cet avis a permis de pointer du doigt des pratiques qui n'ont pas suffisamment de bases légales. En principe, le Conseil des ministres sera saisi début juillet d'un avant-projet de loi qui règle toute la question des vérifications de sécurité. En attendant, la Sûreté de l'État poursuit normalement son travail.

#### **IV. RECOMMANDATIONS**

Sur la base de la discussion du rapport annuel 2003 du Comité R, les commissions du suivi ont adopté les recommandations suivantes:

##### **1. La définition d'une politique du renseignement**

1.1 Le gouvernement doit définir une politique claire pour les services de renseignement. À cette fin, il doit fixer ses attentes vis-à-vis des services de renseignements. Cette politique doit être pilotée par les ministres compétents et traduite concrètement en directives du Comité ministériel pour le renseignement et la sécurité.

1.2 Les commissions du suivi insistent, une fois de plus, pour que le gouvernement donne un contenu concret aux articles 7 et 10 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité. À cet égard, les commissions du suivi soulignent qu'elles insistent depuis des années, tout comme le Comité R, sur le fait que cela implique notamment la concrétisation, par le comité ministériel, de la mission de protection du potentiel scientifique et économique en y affectant les moyens nécessaires.

getrokken dat de Veiligheid van de Staat niet langer een aantal toch erg nuttige handelingen mag uitvoeren die niet noodzakelijk binnen het kader van een wet vallen: geen enkele wettekst zal ooit exhaustief genoeg zijn om alle mogelijke handelingen te dekken.

Het werk van de Veiligheid van de Staat mag niet op die manier aan banden worden gelegd.

De vorige spreker meent dat er duidelijke criteria moeten bestaan om informatie te kunnen inwinnen bij de Veiligheid van de Staat. De door het Comité I aangehaalde cijfers zijn in elk geval bijzonder indrukwekkend. In elk geval zou het parlement een statistisch overzicht moeten hebben van de verschillende bevragingen die er gebeuren.

Een lid wijst er op dat alleen al voor de naturalisatiedossiers die in de Kamer onderzocht worden, 20 000 adviezen worden gevraagd.

De vertegenwoordigster van de minister van Justitie wijst erop dat de minister het advies had gevraagd aan het Comité I. Dankzij dat advies is aangetoond welke praktijken onvoldoende wettelijke grondslag hebben. In principe zal de ministerraad begin juli een voorontwerp van wet ontvangen dat de kwestie van de veiligheidsverificaties oplost. To zolang werkt de Veiligheid van de Staat gewoon door.

#### **IV. AANBEVELINGEN**

Op grond van de bespreking van het jaarverslag 2003 van het Comité I besluiten de begeleidingscommissies tot de volgende aanbevelingen:

##### **1. Het definiëren van een inlichtingenbeleid**

1.1 De regering dient voor de inlichtingendiensten een duidelijk beleid uit te stippelen. Uitgangspunt moet zijn dat zij haar verwachtingen bepaalt ten aanzien van de inlichtingendiensten. Dit beleid moet gestuurd worden door de bevoegde ministers en concreet vertaald worden in richtlijnen van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid.

1.2 De begeleidingscommissies dringen er, nogmaals, op aan dat de regering concrete invulling zou geven aan wat is voorzien in de artikelen 7 en 10 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst. In dit verband wijzen de begeleidingscommissies dat zowel het Comité I als zijzelf er reeds jaren op hameren dat dit ondermeer betekent dat het ministerieel comité een concrete invulling dient te geven van de opdracht inzake de bescherming van het wetenschappelijk en economisch potentieel door er de nodige middelen aan toe te wijzen.

1.3 Pour pouvoir évaluer la mise en œuvre de cette politique, le Comité R doit recevoir communication des directives et instructions du Comité ministériel de renseignement et de sécurité. Au besoin, une initiative parlementaire sera prise à cet égard.

## **2. La collecte d'information**

Les commissions du suivi considèrent qu'en raison de la menace que le terrorisme et la criminalité organisée font planer sur notre société, il est devenu indispensable de prendre des initiatives législatives pour permettre aux services de renseignement de faire usage de techniques spéciales de recherche. Par techniques spéciales de recherche, on entend entre autres: les écoutes téléphoniques, la filature et l'utilisation d'informateurs.

Il est évident qu'une telle autorisation ne pourra être donnée qu'à la condition que le contrôle interne de l'utilisation de ces techniques offre les meilleures garanties et soit décrit de manière précise.

Une condition tout aussi importante est que le Comité R puisse disposer d'un droit de regard maximum, afin qu'il puisse vérifier si ces techniques sont appliquées conformément aux dispositions de la loi et dans le respect des droits individuels garantis par la Constitution et par la loi.

Les commissions du suivi n'accepteront pas la moindre ambiguïté dans la description des compétences qui doivent être accordées au Comité R en vue du contrôle de ces activités.

## **3. Le traitement et l'utilisation interne de l'information**

3.1 La troisième phase de l'audit de la Sûreté de l'État a permis de détecter une série de lacunes dans la gestion interne des flux d'information. Le nombre impressionnant de rapports produits par le service rend une gestion efficace de l'information difficile. Il ressort de l'enquête du Comité R que certains acteurs reçoivent tellement de documents qu'il leur est impossible d'examiner toutes les informations qu'ils contiennent.

Les commissions du suivi insistent dès lors auprès du gouvernement pour qu'il donne des directives destinées à continuer d'améliorer l'utilité et la qualité de l'information. Il y a lieu, dans cette perspective, d'assurer au sein même de la Sûreté de l'État, une meilleure gestion des divers flux d'information en élaborant une stratégie de l'information.

La direction de la Sûreté de l'État doit informer en permanence le Comité R sur la façon dont elle donne

1.3 Om de implementatie van dit beleid te kunnen beoordelen dient het Comité I mededeling te krijgen van de richtlijnen en instructies van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid. Zo nodig zal het parlement een wetgevend initiatief nemen op dit vlak.

## **2. De informatiegaring**

De begeleidingscommissies menen dat het, gelet op de bedreiging voor onze samenleving die uitgaat van het terrorisme en de georganiseerde criminaliteit, onvermijdelijk is geworden dat er een wettelijke regeling wordt getroffen die de inlichtingendiensten toelaat bijzondere onderzoekstechnieken aan te wenden. Met bijzondere onderzoekstechnieken worden onder meer bedoeld: het afluisteren van telefoongesprekken, het schaduwen en het gebruik van informant.

Duidelijk is dat een dergelijke toelating pas kan gegeven worden wanneer het intern toezicht op de aanwending van deze technieken de beste waarborgen biedt en nauwkeurig omschreven wordt.

Een even belangrijke voorwaarde is dat het Comité I over het meest ruime inzagerecht beschikt om erop toe te zien dat de toepassing van deze technieken gebeurt volgens de wettelijke voorschriften en met inachtneming van de door de Grondwet en de wet gewaarborgde rechten.

De begeleidingscommissies zullen niet aanvaarden dat er enige ambiguïteit bestaat over de bevoegdhedsomschrijving van het Comité I om deze activiteit te controleren.

## **3. Interne verwerking en gebruik van de informatie**

3.1 Uit de derde fase van de audit van de Veiligheid van de Staat blijken een aantal onvolkomenheden inzake het beheer van de interne stroom van de informatie. Het indrukwekkend aantal rapporten dat door de dienst wordt geproduceerd maakt het moeilijk om de informatie doeltreffend te beheren. Uit het onderzoek van het Comité I blijkt dat sommige actoren zoveel documenten ontvangen dat het onmogelijk is om al die informatie te verwerken.

De begeleidingscommissies dringen er dan ook bij de regering op aan richtlijnen uit te vaardigen om de bruikbaarheid en de kwaliteit van de informatie verder te verbeteren. Daarbij dient binnen de Veiligheid van de Staat zelf een beter beheer georganiseerd te worden van de verschillende informatiestromen door het uitstippen van een informatiestrategie.

De directie van de Veiligheid van de Staat dient het Comité I blijvend te informeren over de wijze waarop

suite aux recommandations du Comité R qui découlent de l'audit.

3.2 Il ressort également du rapport annuel du Comité R que le compartimentage excessif à l'intérieur de la Sûreté de l'État induit des problèmes de communication interne. L'actuel administrateur-général s'efforce de résoudre ces problèmes, mais il est clair qu'il lui faudra du temps.

#### 4. Communication externe et coordination

4.1 Il existe un problème structurel d'échange d'informations essentielles entre tous les services publics. Les commissions du suivi insistent en conséquence pour qu'il y ait une meilleure communication entre les deux services de renseignement dans le respect de leurs missions spécifiques.

4.2 Elles insistent également pour qu'il y ait une coordination de l'information, à destination des autorités compétentes. Il faut également assurer la coordination avec les autres services concernés. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, il faut, par exemple, que le GIA soit associé à la coordination.

Cette coordination indispensable doit avoir lieu au sein des structures existantes et, en particulier, au sein du Comité ministériel.

#### 5. Application de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité — Informations communiquées par lesservices de renseignement à des autorités autres que les ministres de tutelle

Les commissions de suivi soulignent l'existence d'une certaine incompatibilité entre la loi organique, qui n'autorise les services de renseignement à communiquer des informations qu'à la demande des ministres compétents, et la pratique qui voit parfois les services de renseignement communiquer directement des informations à d'autres ministres, voire répondre à une demande directe.

Les commissions de suivi se rendent bien compte que d'autres ministres, fédéraux ou régionaux, ont besoin d'informations de ce type dans le cadre de l'exercice de leurs compétences, parce qu'ils ont une responsabilité en matière de sécurité publique.

Mais les droits que la Constitution et les conventions internationales confèrent aux citoyens exigent que les flux d'information concernant des citoyens individuels fassent l'objet d'un contrôle.

Les commissions de suivi recommandent, dès lors, de trouver une solution précise et vérifiable pour la

ze gevolg geeft aan de aanbevelingen van het comité voortvloeiend uit de audit.

3.2 Uit het jaarverslag van het Comité I blijkt ook dat de compartimentering binnen de Veiligheid van de Staat te groot is wat leidt tot problemen op het vlak van interne communicatie. De huidige administrateur-generaal levert inspanningen om deze gebreken op te lossen maar het is duidelijk dat dit de nodige tijd zal vergen.

#### 4. Externe communicatie en coördinatie

4.1 Er bestaat een structureel probleem inzake het uitwisselen van essentiële informatie tussen alle overhedsdiensten. De begeleidingscommissies dringen bijgevolg aan op een betere communicatie tussen beide inlichtingendiensten met erkenning van hun specifieke bevoegdheden.

4.2 Tevens dringen zij aan op een coördinatie van de informatie aan de bevoegde overheden. Deze coördinatie zou ook moeten gebeuren met andere betrokken diensten. Voor de strijd tegen het terrorisme bijvoorbeeld dient de Antiterroristische Gemengde Groep betrokken partij te zijn.

Die onontbeerlijke coördinatie moet plaats vinden binnen de bestaande structuren en meer bepaald in de schoot van het Ministerieel Comité.

#### 5. De toepassing van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst — Informatie meegedeeld door de inlichtingendienstenaan andere overheden dan de voogdijministers

De begeleidingscommissies merken op dat er een spanningsveld bestaat tussen de organieke wet die enkel toelaat dat de inlichtingendiensten informatie verstrekken op vraag van de bevoegde ministers en de praktijk waarbij de inlichtingendiensten in sommige gevallen rechtstreeks informatie verstrekken aan andere ministers, desgevallend antwoorden op een rechtstreekse vraag.

De begeleidingscommissies zijn er zich van bewust dat andere ministers, het weze op federaal of op regionaal vlak, binnen hun bevoegdheid behoeft te hebben aan dergelijke informatie omdat zij een verantwoordelijkheid hebben op het vlak van de openbare veiligheid.

De rechten die de Grondwet en internationale verdragen aan de burgers toekennen vergen echter dat er een toezicht wordt uitgeoefend op de informatiestromen die betrekking hebben op individuele burgers.

De begeleidingscommissies bevelen derhalve aan dat er een duidelijke en verifieerbare oplossing wordt

communication d'informations faite par les services de renseignement à d'autres autorités du pays. Cette solution doit s'inscrire dans le cadre de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, étant entendu que les deux ministres compétents doivent toujours y être associés et qu'il y a lieu de tenir compte de la régionalisation d'un certain nombre de compétences en matière de sécurité publique. Cette solution suppose une décision politique, qui pourrait être prise au sein du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité.

## **6. Vérifications de sécurité**

6.1 Les vérifications de sécurité par les services de renseignement doivent également être réglées par la loi, car toute vérification de sécurité constitue une immixtion dans la vie privée. La loi devra en tout cas définir les finalités, les circonstances et les conditions d'une vérification de sécurité. De plus, les moyens utilisés devront être proportionnels aux finalités définies par la loi.

6.2 Ceux qui font l'objet d'une vérification de sécurité doivent disposer d'un recours administratif et le cas échéant de la possibilité d'une réparation utile.

## **7. Les informateurs**

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, divers services sont compétents. Ces services font appel à des informateurs, mais à cause du système actuel qui est extrêmement cloisonné, tant au sein des services qu'entre ceux-ci, il est impossible de savoir avec certitude dans la pratique si le même informateur ne travaille pas en même temps pour la Sûreté de l'État, le SGRS et la police.

Il est dès lors urgent, non seulement de régler légalement l'utilisation d'informateurs comme sources humaines d'informations (voir recommandation n° 2), mais aussi de coordonner la gestion de ces informateurs.

## **8. Collaboration des services de renseignement à des enquêtes judiciaires**

8.1 Le Comité R constate que l'expertise de la Sûreté de l'État est de plus en plus utilisée dans des dossiers judiciaires. Il ne peut pas en résulter que la mission principale du service, l'analyse stratégique de la menace planant sur notre pays, soit négligée.

8.2 À côté de cela, des questions se posent à propos de la valeur probante, en justice, des informations

gevonden voor de informatie die door de inlichtingendiensten wordt verstrekt aan andere overheden in ons land. Dit moet gebeuren binnen het kader van de wet van 30 novembre 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienstwet waarbij de twee bevoegde ministers altijd betrokken moeten worden en waarbij rekening moet worden gehouden met de regionalisering van een aantal bevoegdheden inzake de openbare veiligheid. Dit vergt een politieke beslissing die kan genomen worden binnen het Ministerieel Comité voor inlichting en de veiligheid.

## **6. De veiligheidsverificaties**

6.1 De veiligheidsverificaties door de inlichtingendiensten vergen eveneens een wettelijke regeling. Elke veiligheidsverificatie betekent immers een inmenging in het privé-leven. Deze regeling moet in elk geval de doeleinden, de omstandigheden en de voorwaarden bepalen van een veiligheidsverificatie. Bovendien moet de inzet van de middelen proportioneel zijn tot die door de wet bepaalde doeleinden.

6.2 Wie aan een veiligheidsverificatie wordt onderworpen, moet kunnen beschikken over een mogelijkheid van administratief beroep en in voorkomend geval van een doelmatig herstel.

## **7. Informanten**

In de strijd tegen het terrorisme zijn er verschillende diensten bevoegd. Al deze diensten doen beroep op informanten maar door het gecompartmenteerd systeem, zowel binnen de diensten zelf als tussen de diensten onderling, is het in de praktijk onmogelijk om er zeker van te zijn dat dezelfde informant niet werkt voor zowel de Veiligheid van de Staat, de ADIV als voor een politiedienst.

Naast een wettelijke regeling van het gebruik van informanten als menselijke bron van inlichtingen (zie aanbeveling 2) moet er dan ook dringend een coördinatie gebeuren van het beheer van die informanten.

## **8. De medewerking van de inlichtingendiensten aan gerechtelijke onderzoeken**

8.1 Het Comité I stelt vast dat van de expertise van de Veiligheid van de Staat meer en meer gebruik wordt gemaakt in gerechtelijke dossiers. Dit mag er niet toe leiden dat de hoofdopdracht van de dienst, een strategische analyse van de bedreiging voor ons land, verwaarloosd wordt.

8.2 Daarnaast rijzen er ook vragen over de gerechtelijke bewijswaarde van de informatie die door een

fournies par un service de renseignement dans le cadre d'une enquête judiciaire, surtout si elles ont été recueillies au moyen de techniques de recherche spéciales. Il est en tout cas nécessaire de régler clairement les choses sur le plan légal.

8.3 Les commissions du suivi demandent que le Comité R réalise une étude juridique comparée de la manière dont cette question est réglée dans d'autres États membres de l'EU.

## 9. Fraude aux visas

9.1 Les commissions du suivi constatent qu'une fraude aux visas a sévi durant des années sans qu'aucune autorité publique n'intervienne.

9.2 Les commissions du suivi souscrivent pleinement aux recommandations du Comité R. Elles demandent en conséquence que la Sûreté de l'État et le SGRS soient investis, chacun à leur niveau, de deux missions de sécurité spécifiques :

1. Le contrôle de la production et de la diffusion de documents officiels;
2. Le contrôle de l'intégrité des fonctionnaires publics.

Dans le cadre de ces missions, les services de renseignements se doivent :

— de s'intéresser dans toute la mesure nécessaire aussi bien aux auteurs qu'aux bénéficiaires du trafic de documents officiels ouvrant l'accès au territoire;

— d'effectuer des enquêtes de vulnérabilité au sein de certains services essentiels de l'État pour déterminer, en particulier, s'il n'y a pas d'influences de milieux criminels ou de services de renseignement étrangers;

— de suivre avec attention le fonctionnement des postes diplomatiques et consulaires belges établis dans des pays sensibles et exposés particulièrement au trafic d'êtres humains.

— d'effectuer des enquêtes de sécurité auprès du personnel de ces postes diplomatiques;

— de sensibiliser le personnel des administrations «sensibles» concernées aux mesures de sécurité à prendre et aux dangers de manipulation par le milieu de la criminalité organisée.

9.3 Les commissions du suivi souscrivent aussi pleinement aux recommandations du rapport «La traite des êtres humains et la fraude de visas», de la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives (doc. Sénat, n° 3-547/1).

inlichtingendienst wordt verstrekt in het kader van een gerechtelijk onderzoek, zeker als die informatie wordt ingewonnen door gebruik van bijzondere opsporingstechnieken. Dit vergt in elk geval een duidelijke wettelijke regeling.

8.3 De begeleidingscommissies vragen dat Comité I een rechtsvergelijkende studie zou maken over de manier waarop deze aangelegenheid wordt geregeld in andere EU-lidstaten.

## 9. Visafraude

9.1 De begeleidingscommissies stellen vast dat er jarenlang visafraude is gepleegd zonder dat om het even welke overheidsdienst hiertegen is opgetreden.

9.2 De begeleidingscommissies onderschrijven volledig de aanbevelingen van het Comité I. Zij vragen dan ook dat de Veiligheid van de Staat en de ADIV, elk op hun niveau, zouden worden belast met twee specifieke veiligheidsopdrachten :

1. het toezien op het totstandkomen en verspreiding van officiële documenten;
2. het toezien op de integriteit van publieke ambtenaren.

In het kader van deze opdrachten dienen de inlichtingendiensten :

— de nodige aandacht te besteden aan zowel daders als begünstigden van handel in officiële documenten die toegang geven tot het grondgebied;

— kwetsbaarheidsonderzoeken te doen in fundamentele overheidsdiensten, en meer bepaald met het oog op de mogelijke invloeden van criminale milieus of buitenlandse inlichtingendiensten;

— de werking aandachtig te volgen van de diplomatieke en consulaire posten van België in landen die bijzonder gevoelig zijn voor en blootgesteld zijn aan mensenhandel.

— veiligheidsonderzoeken uit te voeren op het personeel van diplomatieke posten;

— het personeel van gevoelige overheidsdiensten te sensibiliseren voor veiligheidsmaatregelen en voor de gevaren van manipulatie door de georganiseerde misdaad.

9.3 De begeleidingscommissies onderschrijven eveneens volledig de aanbevelingen van het verslag «Mensenhandel en visafraude» van de commissie voor de Binnenlandse Zaken en de Administratieve Aangelegenheden (stuk Senaat, nr. 3-547/1).

**10. Les délais prévus pour les enquêtes de sécurité concernant des étrangers, dans les dossiers de naturalisation**

Il ressort clairement du rapport annuel du Comité R que les délais imposés par le législateur sont trop courts pour permettre à la Sûreté de l'État de traiter avec la diligence et le soin nécessaires les dizaines de milliers de dossiers de naturalisation dont elle a la charge.

Les commissions du suivi proposent dès lors que l'on prenne une initiative pour faire en sorte que la Sûreté de l'État puisse disposer du temps et des moyens nécessaires pour examiner correctement les dossiers et rendre des avis.

Les commissions du suivi demandent que le Comité R examine quelles sont les procédures de sécurité appliquées dans les pays voisins.

*Les rapporteurs,*

Hugo VANDENBERGHE. Armand DE DECKER.  
François-Xavier de DONNEA. Herman DE CROO.

**10. Termijnen voor het veiligheidsonderzoek in zake vreemdelingen in naturalisatiedossiers**

Uit het jaarverslag van het Comité I blijkt overduidelijk dat de door de wetgever opgelegde termijnen te kort zijn om de Veiligheid van de Staat, in staat te stellen de tienduizenden naturalisatiedossiers met de nodige zorgvuldigheid te behandelen.

De begeleidingscommissies stellen dan ook voor dat een wetgevend initiatief zou worden genomen zodat de Veiligheid van de Staat de nodige tijd en middelen krijgt om de dossiers grondig te onderzoeken en zijn adviezen te verstrekken.

De begeleidingscommissies vragen dat het Comité I zou onderzoeken welke veiligheidsprocedures in de ons omringende landen worden toegepast.

*De rapporteurs,*

Hugo VANDENBERGHE. Armand DE DECKER.  
François-Xavier de DONNEA. Herman DE CROO.